

Gatto Mammone

## Le conflit arabo-juif en Palestine

*Bilan, mai-juin, et juin-juillet 1936*

**(Cet article est reproduit dans *Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire* n° 2, recueil disponible chez François Bochet [Le moulin des chapelles 87 800 Janailhac] au prix de 100 F. Les passages soulignés l'ont été par nos soins afin de mettre en évidence avec quelle facilité certains marxistes antistaliniens d'avant-guerre reprenaient, en toute bonne conscience, et sans citer le moindre chiffre à l'appui de leurs affirmations, des clichés extrêmement dangereux contre les Juifs, clichés qui font partie du patrimoine... antisémite.**

**Cela n'enlève rien à l'intérêt général de ce texte, voire à sa justesse sur beaucoup d'autres points, mais cela montre à la fois la difficulté du marxisme à traiter de la question nationale, dont le sionisme n'est qu'une des manifestations modernes, et comment l'anticapitalisme de gauche (ici d' « ultragauche ») peut avoir parfois des proximités dangereuses avec l'anticapitalisme d'extrême droite — du moins lorsque certains arguments sont repris par des esprits faibles ayant déjà des prédispositions antisémites. Y.C.)**

L'aggravation du conflit arabo-juif en Palestine, l'accentuation de l'orientation antibritannique du monde arabe qui, pendant la guerre mondiale, fut un pion de l'impérialisme anglais, nous ont déterminés à envisager le problème juif et celui du mouvement nationaliste pan-arabe. Nous essayerons cette fois-ci de traiter le premier de ces deux problèmes.

On sait qu'après la destruction de Jérusalem par les Romains et la dispersion du peuple juif, les différents pays où ils vinrent lorsqu'ils ne les expulsaient pas de leurs territoires (moins pour des raisons religieuses invoquées par les autorités catholiques que pour des raisons économiques, notamment la confiscation de leurs biens et l'annulation de leur crédit) en réglèrent les conditions de vie d'après la bulle papale de la moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, qui fit règle dans tous les pays, en les obligeant à vivre dans des quartiers fermés (ghettos) et en les obligeant à porter un insigne infamant.

Expulsés en 1290 de l'Angleterre, en 1394 de la France, ils émigrèrent en Allemagne, en Italie, en Pologne ; expulsés en 1492 de l'Espagne et en 1498 du Portugal, ils se réfugièrent en Hollande, en Italie, et surtout dans l'empire ottoman qui occupait alors l'Afrique du Nord et la plus grande partie de l'Europe du Sud-Est ; là, ils formèrent, et forment même aujourd'hui, cette communauté parlant un dialecte judéo-espagnol, alors que ceux émigrés en Pologne, en Russie, en Hongrie, etc., parlent le dialecte judéo-allemand (yiddish).

La langue hébraïque qui reste pendant cette époque la langue des rabbins fut retirée du domaine des langues mortes pour devenir la langue des Juifs de Palestine avec le mouvement nationaliste juif actuel.

Pendant que les Juifs de l'Occident, les moins nombreux, et partiellement ceux des États-Unis, ont acquis une influence économique et politique au travers de leur influence boursière et une influence

intellectuelle par le nombre d'entre eux qui se trouvent dans les professions libérales, les grandes masses se concentrèrent dans l'Europe orientale et déjà, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, groupaient les 80 % des Juifs d'Europe. Au travers du premier départage de la Pologne et de l'annexion de la Bessarabie, ils passèrent sous la domination des tsars qui, au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient sur leurs territoires les deux tiers des Juifs. Le gouvernement russe adopta dès ses débuts une politique répressive datant de Catherine II et qui trouva son expression la plus farouche sous Alexandre III qui envisageait la solution du problème juif de cette façon : **un tiers doit être converti, un tiers doit émigrer et un tiers doit être exterminé.** Ils étaient enfermés dans un certain nombre de districts des provinces du nord-ouest (Russie blanche), du sud-est (Ukraine et Bessarabie) et en Pologne. C'était là leurs zones de résidence. Ils ne pouvaient habiter en dehors des villes et surtout ils ne pouvaient habiter les régions industrialisées (bassins miniers et régions métallurgiques). Mais c'est surtout parmi ces Juifs que se fit la pénétration du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle et que se détermina une différenciation des classes.

Ce fut la pénétration du terrorisme gouvernemental russe qui donna la première impulsion à la colonisation palestinienne.

Cependant, les premiers Juifs revinrent en Palestine déjà après leur expulsion d'Espagne à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et la première colonie agricole fut constituée en 1870 près de Jaffa. Mais la première émigration sérieuse commença seulement après 1880 quand la persécution policière et les premiers pogromes déterminèrent une émigration vers l'Amérique et vers la Palestine.

Cette première « Aliyah » (émigration juive) de 1882, dite des « Biluim », était en majorité composée d'étudiants russes qui peuvent être considérés comme les pionniers de la colonisation juive en Palestine.

La seconde « Aliyah » se vérifia en 1904-1905, en répercussion de la première révolution en Russie. Le nombre des Juifs établis en Palestine qui était de 12 000 en 1850, monta à 35 000 en 1882 et 90 000 en 1914.

C'était tous des Juifs de Russie et de Roumanie, intellectuels et prolétaires, car les capitalistes juifs de l'Occident se limitèrent, comme les Rothschild et les Hirsch, à un soutien financier qui leur donnait un benévole renom de philanthropie, sans qu'il soit nécessaire pour eux de donner de leur personne.

Parmi les « Biluim » de 1882, les socialistes étaient encore peu nombreux et cela parce que, dans la controverse de l'époque, à savoir si l'émigration juive devait être dirigée vers la Palestine ou l'Amérique, ils étaient pour cette dernière. Dans la première émigration juive aux États-Unis, les socialistes furent donc très nombreux et y constituèrent de bonne heure des organisations, des journaux et pratiquement même des essais de colonisation communiste.

La seconde fois que se posa la question de savoir où diriger l'émigration juive, ce fut comme nous l'avons dit, après la défaite de la révolution russe et par suite de l'aggravation des pogromes caractérisée par celui de Kitchinev.

Le sionisme, qui tentait d'assurer au peuple juif un siège en Palestine et qui venait de constituer un Fonds national pour acquérir des terres, se divisa alors au septième congrès sioniste de Bâle en un courant traditionaliste qui restait fidèle à la constitution de l'État juif en Palestine et en territorialistes qui étaient pour la colonisation même ailleurs et, dans le cas concret, en Ouganda offert par l'Angleterre.

Seule une minorité de socialistes juifs, les Poale Sionistes (*sic*) de Ber Borochov, restèrent fidèles aux traditionalistes, tous les autres partis socialistes juifs de l'époque, comme le Parti des socialistes sionistes et les serpistes — une espèce de reproduction dans les milieux juifs des

socialistes-révolutionnaires russes — se déclarèrent pour le territorialisme. La plus ancienne et la plus puissante organisation juive de l'époque, le Bund, était, comme on le sait, tout à fait négative au sujet de la question nationale, du moins à cette époque.

Un moment décisif pour le mouvement de renaissance nationale fut ouvert par la guerre mondiale de 1914, et après l'occupation par les troupes anglaises de la Palestine, auxquelles s'était ralliée la Légion juive de Jabotinsky, fut promulguée la déclaration Balfour de 1917 qui promettait la constitution en Palestine du Foyer national juif.

Cette promesse eut sa sanction à la conférence de San Remo de 1920 qui mit la Palestine sous mandat anglais.

La déclaration Balfour détermina une troisième « Aliyah » mais ce fut surtout la quatrième, la plus nombreuses, qui coïncida avec la remise du mandat palestinien à l'Angleterre. Cette « Aliyah » eut déjà en son sein des couches assez nombreuses de petits-bourgeois. On sait que la dernière immigration en Palestine qui a suivi l'avènement de Hitler au pouvoir et qui est certainement la plus importante, contient déjà un fort pourcentage de capitalistes.

Si le premier recensement effectué en 1922, en Palestine, eu égard aux ravages de la guerre mondiale, n'avait enregistré que 84 000 Juifs, les 11 % de la population totale, celui de 1931, enregistra déjà 175 000. En 1934, les statistiques donnent 307 000 sur une population totale de 1 171 000. Actuellement, on donne comme chiffre 400 000 Juifs.

Les 80 % des Juifs sont établis dans les villes dont le développement est illustré par l'apparition rapide de la ville-champignon de Tel-Aviv ; le développement de l'industrie juive est assez rapide : en 1928, on comptait 3505 entreprises dont 782 avaient plus de quatre ouvriers, c'est-à-dire au total 18 000 ouvriers avec un capital investi de 3,5 millions de livres sterling.

Les Juifs établis dans les campagnes représentent seulement les 20 %, face aux Arabes qui forment les 65 % de la population agricole. Mais les fellahs travaillent leurs terres avec ces moyens primitifs, les Juifs au contraire dans leurs colonies et plantations travaillent selon les méthodes intensives du capitalisme avec de la main-d'œuvre arabe à des salaires très bas.

Les chiffres que nous avons donnés expliquent déjà un côté du conflit actuel. Depuis vingt siècles les Juifs ont abandonné la Palestine et d'autres populations se sont installées sur les rives du Jourdain. Bien que les déclarations de Balfour et les décisions de la Société des nations prétendaient assurer le respect du droit des occupants de la Palestine, en réalité l'augmentation de l'immigration juive signifie chasser les Arabes de leurs terres, même si elles sont achetées à bas prix par le Fonds national juif.

Ce n'est pas par humanité envers « le peuple persécuté et sans patrie » que la Grande-Bretagne a choisi une politique philo-juive. Ce sont les intérêts de la haute finance anglaise où les Juifs ont une influence prédominante qui ont déterminé cette politique. D'autre part, dès le début de la colonisation juive, on remarque un contraste entre les prolétaires arabes et juifs. Au commencement, les colons juifs avaient employé des ouvriers juifs parce qu'ils exploitaient leur ferveur nationale, pour se défendre contre les incursions des Arabes. Peu après, avec la consolidation de la situation, les industriels et les propriétaires fonciers juifs préférèrent à la main-d'œuvre juive plus exigeante celle des Arabes.

Les ouvriers juifs, en constituant leurs syndicats, bien plus qu'à la lutte des classes, s'adonnèrent à la concurrence contre les bas salaires arabes. Cela explique le caractère chauvin du mouvement ouvrier juif qui est exploité par le nationalisme juif et par l'impérialisme britannique.

Il y a naturellement aussi des raisons de nature politique qui sont à la base du conflit actuel. L'impérialisme anglais, en dépit de l'hostilité des deux races, voudrait faire cohabiter sous une même toiture deux États différents et créer un biparlementarisme qui prévoit un parlement distinct pour Juifs et Arabes.

Dans le camp juif, à côté de la directive temporisatrice de Weissman, il y a les révisionnistes de Jabotinsky qui combattent le sionisme officiel, accusent la Grande-Bretagne d'absentéisme, sinon, de manquer à ses engagements, et qui voudraient ouvrir à l'émigration juive la Transjordanie, la Syrie et la péninsule du Sinaï.

Les premiers conflits qui se manifestèrent en août 1929 et qui se déroulèrent autour du Mur des Lamentations provoquèrent, d'après les statistiques officielles, la mort de deux cents Arabes et cent trente Juifs, chiffres certainement inférieurs à la réalité, parce que si dans les installations modernes, les Juifs réussirent à repousser les attaques, à Hébron, à Safit et dans quelques faubourgs de Jérusalem, les Arabes passèrent à de véritables pogromes.

Ces événements marquèrent un point d'arrêt de la politique philojuive de l'Angleterre, car l'Empire colonial britannique comprend trop de musulmans, y compris l'Inde, pour avoir suffisamment de raisons d'être prudent.

À la suite de cette attitude du gouvernement britannique envers le Foyer national juif, la plupart des partis juifs : les sionistes orthodoxes, les sionistes généraux et les révisionnistes, passèrent à l'opposition, pendant que le plus sûr appui de la politique anglaise dirigée à cette époque par le Labour Party, fut représenté par le mouvement travailliste juif qui était l'expression politique de la Confédération générale du travail (la Histadrout, *NDLR*), organisant presque la totalité des ouvriers juifs en Palestine.

Récemment s'était exprimée, en surface seulement, une lutte commune de

mouvements juifs et arabes contre la puissance mandataire. Mais le feu couvait sous les cendres et l'explosion consista en les événements du mois de mai dernier.

La presse fasciste italienne s'est insurgée contre l'accusation de la presse « sanctionniste », comme quoi des agents fascistes avaient fomenté les émeutes de Palestine, accusation déjà faite à propos des récents événements d'Égypte. Personne ne peut nier que le fascisme a tout intérêt à souffler sur ce feu. L'impérialisme italien n'a jamais caché ses visées vers le Proche-Orient, c'est-à-dire son désir de se substituer aux puissances mandataires en Palestine et en Syrie.

Il possède d'ailleurs en Méditerranée une puissance navale et militaire représentée par Rhodes et les autres îles du Dodécannèse. L'impérialisme anglais, d'autre part, s'il se trouve avantagé par le conflit entre Arabes et Juifs, car d'après la vieille formule romaine *divide et impera*, il faut diviser pour régner, doit cependant tenir compte de la puissance financière des Juifs et de la menace du mouvement nationaliste arabe.

Ce dernier mouvement, dont nous parlerons plus longuement une autre fois, est une conséquence de la guerre mondiale qui a déterminé une industrialisation aux Indes, en Palestine et en Syrie et renforcé la bourgeoisie indigène qui posa sa candidature au gouvernement, c'est-à-dire à l'exploitation des masses indigènes.

Les Arabes accusent la Grande-Bretagne de vouloir faire de la Palestine le Foyer national juif qui signifierait le vol de la terre aux populations indigènes. Ils ont envoyé à nouveau des émissaires en Égypte, en Syrie, au Maroc pour déterminer une agitation du monde musulman en faveur des Arabes de Palestine, afin de chercher à appuyer le mouvement en vue de l'union panislamique.

Ils sont encouragés par les récents événements de la Syrie où l'on obligea la puissance mandataire, la France, à capituler devant la grève générale, et aussi

par les événements d'Égypte où l'agitation et la constitution d'un front national unique ont obligé Londres à traiter en toute égalité avec le gouvernement du Caire.

Nous ne savons pas si la grève générale des Arabes de Palestine obtiendra pareil succès. Nous examinerons de mouvement en même temps que le problème arabe dans un prochain article.

## II

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet article quand, après 2000 ans d'exil, les « Biluim » acquirent une bande de territoires sablonneux au sud de Jaffa, ils trouvèrent d'autres peuplades, les Arabes, qui s'étaient substitués à eux en Palestine. Ces derniers n'étaient que quelques centaines de milliers, soit Arabes fellahs (paysans) ou Bédouins (nomades) ; les paysans travaillaient avec des moyens très primitifs un sol appartenant pour la presque totalité aux propriétés foncières (effendi).

L'impérialisme anglais, comme on le sait, en poussant ces latifundistes et la bourgeoisie arabe à entrer en lutte à ses côtés pendant la guerre mondiale, leur avait promis la constitution d'un État national arabe. La révolte arabe fut, en effet, d'une importance décisive dans l'écroulement du front turco-allemand dans le Proche-Orient, car elle réduisit à néant l'appel à la guerre sainte lancé par le khalife ottoman et tint en échec de nombreuses troupes turques en Syrie, sans parler de la destruction des armées turques en Mésopotamie.

Mais si l'impérialisme britannique avait déterminé cette révolte arabe contre la Turquie, grâce à la promesse de créer un État arabe composé de toutes les provinces de l'ancien empire ottoman (y compris la Palestine), il ne tarda pas, pour la défense de ses intérêts propres, à solliciter, comme contre-partie, l'appui des sionistes juifs en leur disant que la Palestine leur serait

remise tant au point de vue de l'administration que de la colonisation.

En même temps, il se mettait d'accord avec l'impérialisme français pour lui céder un mandat sur la Syrie, détachant ainsi cette région qui forme, avec la Palestine, une unité historique et économique indissoluble.

Dans la lettre que lord Balfour adressait le 2 novembre 1917 à Rothschild, président de la Fédération sioniste d'Angleterre, et dans laquelle il lui communiquait que le gouvernement anglais envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et qu'il emploierait tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, Lord Balfour ajoutait que « rien ne serait fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans les autres pays ».

Malgré les termes ambigus de cette déclaration, qui permettait à un peuple nouveau de s'installer sur leur sol, l'ensemble de la population arabe resta neutre au début et même favorable à l'instauration d'un foyer national juif.

Les propriétaires arabes, sous la crainte qu'une loi agraire allait être instituée, se montrèrent disposés à vendre des terres. Les chefs sionistes, uniquement absorbés par des préoccupations d'ordre politique, ne profitèrent pas de ces offres et allèrent jusqu'à approuver la défense du gouverneur d'Allenby de vendre des terrains.

Bientôt la bourgeoisie sioniste manifesta des tendances à occuper totalement (au point de vue territorial et politique) la Palestine en dépossédant la population autochtone et en la repoussant vers le désert. Cette tendance se manifesta aujourd'hui chez les sionistes « révisionnistes », c'est-à-dire dans le courant philo-fasciste du mouvement nationaliste juif.

La superficie des terres arables de la Palestine est d'environ 12 millions de « dounams » métriques (le dounam = 1/10<sup>e</sup> d'hectare) dont 5 à 6 millions sont actuellement cultivés.

Voici comment s'établit la superficie des terres cultivées par les Juifs en Palestine depuis 1899 :

1899 : 22 colonies, 5 000 habitants, 300 000 dounams

1914 : 43 colonies, 12 000 habitants, 400 000 dounams

1922 : 73 colonies, 15 000 habitants, 600 000 dounams

1934 : 160 colonies, 70 000 habitants, 1 420 000 dounams

Pour juger la valeur réelle de cette progression et de l'influence qui en découle, il ne faut pas oublier que les Arabes cultivent encore aujourd'hui la terre d'une façon primitive, tandis que les colonies juives emploient les méthodes les plus modernes de culture.

Les capitaux juifs investis dans les entreprises agricoles sont estimés à plus de 100 millions de dollars-or, dont 65 % dans les plantations. Bien que les Juifs ne possèdent que 14 % des terres cultivées, la valeur de leurs produits atteint le quart de la production totale.

Pour ce qui est des plantations d'oranges, les Juifs arrivent avec des 55 % de la récolte totale.

C'est en avril 1920, à Jérusalem, et en mai 1921, à Jaffa, que se produisirent sous forme de pogromes, les premiers symptômes de la réaction arabe. Sir Herbert Samuel, haut commissaire en Palestine jusqu'en 1925, essaya d'apaiser les Arabes en arrêtant l'immigration juive, tout en promettant aux Arabes un gouvernement représentatif et en leur attribuant les meilleures terres du domaine de l'État.

Après la grande vague de colonisation de 1925, qui atteignit son maximum avec 33 000 immigrants, la situation empira et finit par déterminer les mouvements d'août 1929. C'est alors que vinrent se joindre

aux populations arabes de la Palestine les tribus bédouines de la Transjordanie, appelées par les agitateurs musulmans.

À la suite de ces événements, la Commission d'enquête parlementaire envoyée en Palestine, et qui est connue sous le nom de commission Shaw, conclut que les événements étaient dus à l'immigration ouvrière juive et à la « disette » de terres et elle proposa au gouvernement l'achat de terres pour dédommager le fellah arraché à son sol.

Quand, peu après, en mai 1930, le gouvernement britannique accepta dans leur ensemble les conclusions de la commission Shaw et suspendit à nouveau l'immigration ouvrière juive en Palestine, le mouvement ouvrier juif — que la commission Shaw avait même refusé d'entendre — répondit par une grève de protestation de 24 heures, tandis que le Poalé Zion, dans tous les pays, ainsi que les grands syndicats juifs d'Amérique, protestaient contre cette mesure par de nombreuses manifestations.

En octobre 1930, parut une nouvelle déclaration concernant la politique britannique en Palestine, et connue sous le nom de Livre blanc.

Elle était également très peu favorable à la thèse sioniste. Mais, devant les protestations toujours grandissantes des Juifs, le gouvernement travailliste répondit, en février 1931, par une lettre de Mac Donald qui réaffirmait le droit au travail, à l'immigration et à la colonisation juives et autorisait les employeurs juifs à employer la main-d'œuvre juive — lorsqu'ils préféreraient employer cette dernière plutôt que des Arabes —, sans tenir compte de l'augmentation éventuelle du chômage parmi les Arabes.

Le mouvement ouvrier palestinien s'empressa de faire confiance au gouvernement travailliste anglais, tandis que tous les autres partis sionistes restaient dans une opposition méfiante.

Nous avons démontré, dans l'article précédent, les raisons du caractère chauvin du mouvement ouvrier palestinien.

L'Histadrout, la centrale syndicale palestinienne — ne comprend que des Juifs (80 % des ouvriers juifs sont organisés). C'est seulement la nécessité d'élever le standard de vie des masses arabes, pour protéger les hauts salaires de la main-d'œuvre juive, qui a déterminé dans ces derniers temps ces essais d'organisation arabe. Mais les embryons de syndicats groupés dans « L'Alliance » restent organiquement séparés de l'Histadrout, exception faite du syndicat des cheminots qui englobe les représentants des deux races.

La grève générale des Arabes en Palestine entre maintenant dans son quatrième mois. La guérilla se continue, malgré le récent décret qui inflige la peine de mort aux auteurs d'un attentat ; chaque jour se produisent des embuscades et des coups de mains contre trains et automobiles, sans compter les destructions et incendies des propriétés juives.

Ces événements ont coûté à la puissance mandataire déjà près d'un demi-million de livres sterling pour l'entretien des forces armées et, par suite de la diminution des entrées budgétaires, conséquence de la résistance passive et du boycott économique des masses arabes. Dernièrement, aux Communes, le ministre des Colonies a donné comme chiffres des victimes : 400 musulmans, 200 juifs et 100 policiers. Jusqu'ici, 1 800 Arabes et Juifs ont été jugés et 1 200 dont 300 Juifs ont été condamnés. D'après le ministère, une centaine de nationalistes arabes ont été déportés dans des camps de concentration.

Quatre chefs communistes (2 Juifs et 2 Arméniens) sont détenus et 60 communistes soumis à la surveillance de la police. Voilà les chiffres officiels.

Il est évident que la politique de l'impérialisme britannique en Palestine s'inspire naturellement d'une politique coloniale propre à tout impérialisme. Celle-ci consiste à s'appuyer partout sur certaines couches de la population coloniale (en opposant des races entre elles ou des confessions religieuses différentes,

ou bien encore en éveillant des jalousies entre clans et chefs), ce qui permet à l'impérialisme d'établir solidement sa super-oppression sur les masses coloniales elles-mêmes sans distinction de races ou de confessions.

Mais si cette manœuvre a pu réussir au Maroc et en pleine Afrique, en Palestine et en Syrie, le mouvement nationaliste arabe présente une résistance très compacte. Il s'appuie sur les pays plus ou moins indépendants qui l'entourent : Turquie, Perse, Égypte, Irak, États d'Arabie et, au surplus, se relie à l'ensemble du monde musulman qui compte 300 millions d'individus.

En dépit des contrastes exigeants entre les différents États musulmans et malgré la politique anglophile de certains d'entre eux, le grand danger pour l'impérialisme serait la constitution d'un bloc oriental capable de lui en imposer — ce qui serait possible si le réveil et le renforcement du sentiment nationaliste des bourgeoisies indigènes pouvait empêcher le réveil de la révolte de classe des exploités coloniaux qui ont à en finir autant avec leurs exploités qu'avec l'impérialisme européen — et qui pourrait trouver un point de ralliement autour de la Turquie, qui vient d'affirmer à nouveau ses droits sur les Dardanelles et qui pourrait reprendre sa politique non islamique.

Or, la Palestine est d'une importance capitale pour l'impérialisme anglais. Si les sionistes ont cru obtenir une Palestine « juive », en réalité ils n'obtiendront jamais qu'une Palestine « britannique ». La voie palestinienne des transits terrestres relie l'Europe à l'Inde. Elle pourrait remplacer la voie maritime de Suez, dont la sécurité vient d'être affaiblie par l'établissement de l'impérialisme italien en Éthiopie. Il ne faut pas oublier non plus que le pipe-line de Mossoul (zone pétrolière) aboutit au port palestinien de Haïfa.

Enfin, la politique anglaise devra toujours tenir compte de ce que cent millions de musulmans peuplent l'empire

britannique. Jusqu'ici l'impérialisme britannique a réussi, en Palestine, à contenir la menace représentée par le mouvement arabe d'indépendance nationale. Il opposait à ce dernier le sionisme qui, en poussant les masses juives à émigrer en Palestine, disloquait le mouvement de classe de leurs pays d'origine où celles-ci auraient trouvé leur place et, enfin, il s'assurait un appui solide pour sa politique dans le Proche-Orient.

L'expropriation des terres, à des prix dérisoires, a plongé les prolétaires arabes dans la misère la plus noire et les a poussés dans les bras des nationalistes arabes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie naissante. Cette dernière en profite évidemment, pour étendre ses visées d'exploitation des masses et dirige le mécontentement des fellahs et propriétaires contre les ouvriers juifs de la même façon que les capitalistes sionistes ont dirigé le mécontentement des ouvriers juifs contre les Arabes. De ce contraste entre exploités juifs et arabes, l'impérialisme britannique et les classes dirigeantes arabes et juives ne peuvent que sortir renforcées.

Le communisme officiel aide les Arabes dans leur lutte contre le sionisme qualifié d'instrument de l'impérialisme anglais.

Déjà, en 1920, la presse nationaliste juive publia une « liste noire » de la police où les agitateurs communistes figuraient aux côtés du Grand Mufti et des chefs nationalistes arabes. Actuellement, de nombreux militants communistes ont été arrêtés.

Après avoir lancé le mot d'ordre d'« arabisation » du parti — celui-ci, comme le PC de Syrie ou même d'Égypte, a été fondé par un groupe d'intellectuels juifs qui fut combattu comme « opportuniste » — les centristes (1) ont lancé aujourd'hui le mot d'ordre de « l'Arabie aux Arabes » qui n'est qu'une copie du mot d'ordre « Fédération de tous les peuples arabes » devise des nationalistes arabes, c'est-à-dire des latifundistes (effendi) et des intellectuels

qui, avec l'appui du clergé musulman, dirigeant le Congrès arabe et canalisent, au nom de leurs intérêts, les réactions des exploités arabes.

Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question « palestinienne », mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, Arabes ou Juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste.

### **Gatto Mammone**

(1) Contrairement à ce que l'on pourrait croire le terme de « centriste » ne désigne pas les militants d'un parti situé au centre de l'échiquier politico-parlementaire, dans le genre de l'UDF actuelle. Dans le vocabulaire de la Gauche communiste italienne ce terme désigne à l'époque les partis communistes qui suivent la politique des Soviétiques, c'est-à-dire les staliniens. Ce terme de « centristes » avait lui-même été précédemment utilisé par Lénine, à partir de 1914, pour désigner l'aile de la social-démocratie qui tenait un langage pseudo-radical tout en préservant l'ordre existant, et il sera utilisé ensuite à profusion par Trotsky, puis par ses disciples pour désigner toutes sortes de courants, du POUM espagnol des années 30 au PSU des années 60 et 70. Et enfin, il sert aujourd'hui à toutes les mini chapelles trotskystes pour dénoncer les chapelles concurrentes plus grosses. (NDLR)



## Appel aux ouvriers juifs

**(Les passages soulignés l'ont été par nos soins, pour indiquer les ambiguïtés de ce texte écrit sous l'Occupation allemande et le régime dictatorial de Pétain, rappelons-le. Signalons cependant que les militants révolutionnaires qui diffusaient ce tract ont risqué leur peau pour défendre leurs idées, ce qui n'est pas le cas de ceux qui reprennent aujourd'hui à leur compte la partie la plus faible, voire la plus douteuse, de ces arguments. Notre commentaire suit. Y.C.)**

Tous les ouvriers sont maltraités, déportés, assassinés, mais de tous vous êtes les plus malheureux, les plus persécutés. Le capitalisme international vous a choisis comme parias pour prolonger son régime pourri. Donc votre place est plus que jamais dans les rangs de la classe ouvrière internationale ! Les communistes révolutionnaires vous appellent à la lutte commune contre l'ennemi commun pour la libération du prolétariat international dont vous êtes une partie. Certains d'entre vous étaient hier encore des commerçants, des petits bourgeois. Le capitalisme monopoleur et sa guerre impérialiste vous ont expropriés et chassés comme ils exproprient et chassent tous les petits bourgeois allemands, français, etc. (mobilisation totale, déportations massives). Vous êtes devenus prolétaires et vous le resterez ! Vous n'avez plus rien à perdre et vous avez tout à gagner dans la lutte révolutionnaire qui s'engage.

Les nationalistes et racistes juifs (les sionistes) veulent vous empêcher de participer à cette lutte pour votre libération. Au lieu de la nouvelle internationale ouvrière pour laquelle nous luttons ils vous proposent l'alliance avec la bourgeoisie juive pour un État juif en Palestine. Qu'avez-vous de commun avec les

bourgeois juifs qui vous ont toujours méprisés, trahis ? Ces capitalistes juifs qui, ensemble avec les capitalistes anglo-américains ou allemands, profitent bien de la guerre (comme ils ont bien profité de la première) alors que des millions de prolétaires juifs crèvent de faim dans les camps de concentration, alors que des millions de prolétaires de tous les pays crèvent dans des milliers de camps et de tranchées dans le monde entier. Les capitalistes juifs ont toujours préféré l'alliance avec leurs frères de classe, les capitalistes non juifs, à une action avec les juifs déshérités. Et c'est normal. Les liens de classe sont toujours plus forts que les liens de « race ».

Les communistes révolutionnaires luttent pour le droit de tous les peuples — grands ou petits — à disposer d'eux-mêmes. Mais ce droit n'est réalisable qu'en régime socialiste international. Nous luttons pour que tous les Juifs aient le droit de former leur propre État, mais ce sera un État ouvrier dans la grande famille des États-Unis ouvriers du monde entier. Les Juifs qui voudront vivre dans cette république ouvrière juive le feront — les assimilés vivront également où ils voudront. Il n'existe pas d'autre solution possible de la question juive. Donc :

d'abord la révolution prolétarienne internationale — elle seule conquerra le droit pour les ouvriers juifs de vivre comme ils veulent.

Tous les brigands impérialistes sont actuellement pour la création d'un État juif ! Même le pogromiste Goebbels propose des solutions « humanitaires » et la création d'un État juif ! Ne croyez pas les « Balfour déclarations » des Roosevelt, Goebbels, Churchill et Staline ! Ils vous trompent pour mieux vous exploiter, un État juif est impossible en régime capitaliste.

Les sionistes aussi proposent la « solution » de la question juive en régime capitaliste. Ils disent : d'abord l'État juif — puis la lutte de classe. Les sionistes de gauche vous disent : créons l'État juif et faisons la lutte de classe en même temps. Cette solution, si elle était réalisable, serait contre les intérêts des ouvriers juifs. Mais elle est aussi impossible. Le siècle passé et toute l'histoire du peuple juif prouvent que le sionisme est une grande illusion. Il n'est que l'autre côté de l'antisémitisme, sa conséquence et sa source en même temps. Antisémitisme et chauvinisme juif se créent réciproquement. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient ni ne pourront résoudre la question. L'espoir d'obtenir de l'impérialisme anglais la liberté et la justice est ridicule. La Palestine est inévitablement une colonie de l'empire britannique et sera demain — si la révolution prolétarienne ne triomphe pas — une colonie de l'impérialisme américain. Sans révolution prolétarienne, les Juifs seront toujours à la merci d'un impérialisme, toujours tolérés et menacés en Palestine et ailleurs.

L'époque à laquelle pouvaient prospérer la petite bourgeoisie et des petits États nationaux est terminée ! La guerre actuelle détruit les derniers vestiges de la petite bourgeoisie et des petits États. La création de nouveaux États bourgeois est désormais impossible, au contraire, la concurrence impérialiste amène la destruction des petits États existant déjà depuis longtemps. Les sionistes vous mentent : si nous avons

notre État à nous, nous serions protégés contre la déportation et le pogrom. Ils oublient que l'ancien État juif fut détruit plus d'une fois par des invasions. Ils oublient que, encore plus dans la période actuelle, aucun petit peuple n'est protégé contre la barbarie impérialiste. L'État polonais (par exemple) — qui s'appuyait sur une nation et sur un territoire bien définis — pouvait-il empêcher la déportation massive et la destruction du peuple polonais ?

Résumons :

1/ Un État juif n'aurait pas pu empêcher la misère juive.

2/ La création d'un État bourgeois juif n'est plus possible parce que la concurrence internationale impérialiste empêche de telles créations, détruit au contraire toute indépendance nationale.

3/ Un tel État fantôme ne serait d'ailleurs qu'un instrument dans les mains de l'impérialisme anglo-saxon contre le prolétariat juif et non juif.

Avec cette illusion réactionnaire — qui est nourrie par le fascisme actuel en Europe — les sionistes vous détournent de votre devoir de classe. C'est en Europe que vous êtes fixés pour longtemps, que vous êtes opprimés et persécutés. Allez-vous continuer à regarder la résistance de tous les opprimés sans y participer ? Pensez-vous à vos frères, vos sœurs, vos maris et vos femmes, vos pères, vos mères, vos enfants, qui avec des millions d'autres déportés polonais, tchèques, russes, français et allemands gémissent dans l'enfer de la guerre impérialiste et qui attendent votre action pour la libération et la vengeance ? Eux, ils ont perdu les illusions sionistes et réformistes d'avant-guerre, ils comprennent qu'il n'y a que l'action commune de tous les opprimés qui peut nous libérer. Tous les prolétaires sont réunis dans la misère et le massacre.

Qu'avez-vous de commun avec les bourgeois juifs, avec les traîtres juifs qui servent dans la Gestapo et dans l'organisation Todt, comme mouchards et comme instigateurs ? RIEN.

À Arcachon 1 400 prolétaires juifs et allemands ont fait la grève, 35 prolétaires — 25 Juifs et 10 Allemands — trahis par des mouchards juifs et fusillés par les SS — sont morts pour la fraternisation prolétarienne.

Les victimes d'Arcachon ne seront pas seules. Partout en Europe, les esclaves juifs, allemands et autres fraternisent dans l'organisation Todt. Ils vous appellent à la vengeance, ils vous obligent à abandonner votre passivité et vos préjugés périmés. Les millions d'esclaves déportés ne veulent pas que vous les pleuriez, ils veulent que vous luttiez activement pour leur libération ! Ils exigent que vous suiviez leur exemple.

Pourriez-vous ignorer leur cri ? pourriez-vous trahir vos frères dans les camps de mort ?

À Arcachon 1400 prolétaires allemands et juifs ont encore une fois déchiré les fameuses « théories de sang » des racistes nazis et sionistes. Voilà ce qui reste en effet de ces « théories » : le sang « germanique » et « juif » de nos camarades coule et se mélange, versé à cause des traîtres et des bourreaux des

deux « races ». La terre d'Europe et du monde est bien engraisée de ce sang et la moisson est proche. Quand la révolution des esclaves déportés éclatera, elle châtiara tous les bourreaux et tous les traîtres et leur sang (« germanique » ou « juif ») coulera. Avec les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, vous avez tout en commun.

Abandonnez toutes les illusions nationalistes ou religieuses, n'espérez rien des maîtres anglo-saxons, juifs ou russes. L'oppression, l'exploitation et la déportation règnent partout dans le monde. Vous n'avez qu'un allié : les prolétaires révolutionnaires de tous les pays et aucun nationalisme ne pourra empêcher les fraternisations des masses prolétariennes.

OUVRIERS            JUIFS,            LES  
COMMUNISTES  
REVOLUTIONNAIRES            VOUS  
APPELLENT!

*Fraternisation prolétarienne !*  
Organe des Communistes  
révolutionnaires, n° 3, mars 1943

## Commentaire

Ce texte est extrait du numéro 16 de *Discontinuité*, juillet 2002, et se trouve aussi dans le numéro 1 de *Tempus Fugit* (1) dont une partie assez longue (70 pages) est consacrée à la reproduction et à l'analyse des textes des RKD-Communistes révolutionnaires. Ce petit groupe composé de Français, d'Allemands et d'Autrichiens défendait en France, sous l'Occupation, une position internationaliste face à la Résistance et à la Seconde Guerre mondiale impérialiste, tout comme l'Union communiste du groupe Barta, lointain ancêtre de Lutte Ouvrière. Ceux qui désirent en connaître davantage sur les RKD et la vie passionnante de son principal animateur (Georg Scheuer) pourront lire *Seuls les fous n'ont pas peur. Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)* paru aux éditions Syllepse. Ce livre est malheureusement assez discret sur les positions politiques de l'auteur pendant la Seconde Guerre mondiale, mais l'ouvrage est par ailleurs excellent. Le tract ci-dessous exprime assez bien le meilleur (l'internationalisme) et le pire (la sous-estimation de l'antisémitisme) des analyses marxistes de la question juive.

1) La question juive n'existerait pas. Alors pourquoi pose-t-elle tant de problèmes ? Pourquoi écrire un tract en direction des ouvriers juifs, si le terme « juifs » est en quelque sorte secondaire ?

2) Les Juifs ont droit à un État mais seulement un État ouvrier. Proposition absurde. Soit on pense qu'il s'agit d'un peuple ayant le droit de vivre sur un territoire séparé (cf. l'attitude

marxiste classique sur les mouvements de libération nationale) selon son propre choix, soit on pense qu'ils doivent faire la révolution avec tous les prolétaires de la région, à ce moment pourquoi parler d'État ouvrier juif ? Autant parler de révolution socialiste moyen-orientale !

En fait, ce qui sous-tend cette position c'est que désormais (depuis 1914, ou en tout cas depuis la crise de 1929) plus aucune lutte nationale ne serait possible ou du moins ne pourrait avoir un rôle positif dans le développement du capitalisme et de son fossoyeur : la classe ouvrière. Il est impossible d'aborder cette question complexe ici. Notons seulement que l'Histoire a démenti ceux qui pensaient qu'un État juif était impossible (qu'il soit viable est une autre affaire) aussi bien que ceux qui jugeaient impossible que le capitalisme se développe de façon significative en dehors des grandes métropoles impérialistes.

3) Ce texte lie l'antisémitisme à la question de l'impérialisme comme si l'antisémitisme ne lui était pas antérieur de près de vingt siècles.

4) Ce texte promet, implicitement, comme tous les textes d'extrême et d'ultragauche, que sous le communisme tout sera rose, les préjugés racistes et nationaux et leurs conséquences violentes n'auront plus cours. Au nom d'un avenir hypothétique (Karl Marx a écrit *La question juive* il y a 160 ans!!!), les Juifs devraient tranquillement attendre que l'Humanité (puisque la révolution ne peut être que mondiale) abandonne (par quel miracle ? ce n'est jamais expliqué) ses préjugés et haines racistes.

Enfin ce texte contient un certain nombre de formulations très ambiguës sur les capitalistes juifs, les Juifs qui collaborent avec la Gestapo, etc., qui doivent être prises avec des pincettes, même s'ils correspondent à des réalités très minoritaires (Combien de Français, nullement menacés personnellement, ont-ils collaboré et dénoncé des Juifs et des résistants ?) Un tel tract dans un pays qui a voté des lois antisémites dont certaines sont encore plus dures que les lois nazies, et qui vit sous l'occupation d'une armée dirigée par des nazis était particulièrement maladroit.

Sa reproduction aujourd'hui dans des revues comme *Tempus Fugit* ou *Discontinuité* pose problème car ces publications ne restituent pas le contexte dans lequel ces textes ont été écrits et les motivations de leurs auteurs, qui n'étaient absolument pas antisémites même s'ils étaient profondément hostiles à la religion juive et au sionisme.

**On risque alors de voir dans ces tracts écrits par des militants insoupçonnables et courageux une espèce de vérité éternelle qui, des pires formules de La Question juive de Marx à la dénonciation des « judéonazis » par le philosophe israélien Yeshahou Leibowitz aujourd'hui, permettrait à des « antisionistes » actuels de répéter inlassablement les mêmes propos violemment antijuifs sans tenir compte de leurs effets historiques et politiques. Comme si Auschwitz n'avait jamais eu lieu... et que ces gens-là n'avaient rien appris.**

(Y.C.)

(1) Le N°1 de *Tempus Fugit*, revue apériodique (570 pages au format PDF) est disponible chez François Langlet 26 rue Georges-Bizet 91 460 MARCOUSSIS (6 euros en timbres de 50 cts pour les frais de port, support et emballage). Le fait de citer ici nos sources n'entraîne absolument pas que nous partagions — c'est le moins qu'on puisse dire ! — les positions de cette revue (cf. le N°4-5 de *Ni patrie ni frontières*) sur l'antisémitisme pas plus que celles de *Discontinuité* dont nous extrayons le texte suivant.

## ***Buchenwald, Maidanek, démagogie macabre***

(juin 1945)

**(Le titre de ce texte suscite à priori la répulsion mais le lecteur aurait tort de ne pas poursuivre sa lecture. Il est reproduit dans *Discontinuité* N° 11, juin 2001. Disponible chez François Bochet [Le moulin des chapelles 87 800 Janailhac]. Notre commentaire critique suit. Les passages soulignés le sont par nos soins. Y.C.)**

Le rôle joué par les SS, les nazis, et leurs camps d'industrialisation de la mort, fut celui d'exterminer en général tous ceux qui s'opposèrent au régime fasciste et surtout les militants révolutionnaires qui ont toujours été à la pointe du combat contre la bourgeoisie capitaliste, quelque forme qu'elle prenne : autarchique, monarchique ou « démocratique », quel que soit leur chef : Hitler, Mussolini, Staline, Léopold III, Georges V, Victor-Emmanuel, Churchill, Roosevelt, Daladier ou de Gaulle.

La bourgeoisie internationale qui, lorsque la révolution d'Octobre éclata, en 1917, chercha tous les moyens possibles et imaginables pour l'écraser, qui brisa la révolution allemande en 1919 par une répression d'une sauvagerie inouïe, qui noya dans le sang l'insurrection chinoise prolétarienne ; la même bourgeoisie finança en Italie la propagande fasciste puis en Allemagne celle de Hitler ; la même bourgeoisie mit au pouvoir en Allemagne celui qu'elle avait désigné comme devant être pour son compte le gendarme de l'Europe ; la même bourgeoisie aujourd'hui enfin dépense des millions « pour financer le montage d'une exposition SS crimes hitlériens », les prises de vues et la présentation au public de films sur les « atrocités allemandes » (pendant que les victimes de ces atrocités continuent à mourir souvent sans soins et que les rescapés qui rentrent n'ont pas les moyens de vivre).

*Cette même bourgeoisie*, c'est elle qui a payé d'un côté le réarmement de l'Allemagne et de l'autre a bafoué le prolétariat en l'entraînant dans la guerre avec l'idéologie antifasciste, c'est elle qui de cette façon ayant favorisé la venue de Hitler au pouvoir s'est servie jusqu'au bout de lui pour écraser le prolétariat allemand et l'entraîner dans la plus sanglante des guerres, dans la boucherie la plus immonde que l'on puisse concevoir.

C'est toujours cette même bourgeoisie qui envoie des représentants avec des gerbes de fleurs, s'incliner hypocritement sur les tombes des morts qu'elle a elle-même engendrées, parce qu'elle est incapable de diriger la société et que la guerre est sa seule forme de vie.

**C'EST ELLE QUE NOUS ACCUSONS !**

Car les millions de morts qu'elle a perpétrés dans cette guerre ne sont qu'une addition à une liste déjà bien trop longue, hélas, des martyrs de la « civilisation », de la société capitaliste en décomposition.

Les responsables des crimes hitlériens ne sont pas les Allemands qui ont les premiers, en 1934, payé par 450 000 vies humaines la répression bourgeoise hitlérienne et qui ont continué à subir cette impitoyable répression quand celle-ci se portait en même temps à l'étranger. Pas plus que les Français, les Anglais, les Américains, les Russes, les Chinois ne sont responsables des horreurs de la guerre, qu'ils n'ont pas voulue et que leurs bourgeoisies leur ont imposée.

Par contre, les millions d'hommes et de femmes qui sont morts à petit feu dans les camps de concentration nazis, qui ont été sauvagement torturés et dont les corps pourrissent quelque part, qui ont été frappés pendant cette guerre en combattant, ou surpris dans un bombardement

« libérateur », les millions de cadavres mutilés, amputés, déchiquetés, défigurés, enfouis sous la terre ou pourrissant au soleil, les millions de corps, soldats, femmes, vieillards, enfants,  
*ces millions de morts réclament vengeance...*

*...et ils réclament vengeance non sur le peuple allemand qui, lui, continue à payer, mais sur cette infâme bourgeoisie sans scrupules qui, elle, n'a pas payé mais profité et qui continue à narguer les esclaves qui ont faim, avec leurs mines de porcs à l'engrais.*

*La seule position pour le prolétariat n'est pas de répondre aux appels démagogiques tendant à continuer et à accentuer le chauvinisme au travers des comités antifascistes, mais la lutte directe de classe pour la défense de leurs intérêts, leur droit à la vie, lutte de chaque jour, de chaque instant jusqu'à la destruction du régime monstrueux du capitalisme.*

*L'Étincelle* n° 6, juin 1945, organe de la Fédération française de la Gauche communiste

## COMMENTAIRE

Malgré son titre provocateur, cet article n'est pas un texte négationniste ni antisémite. On notera qu'il refuse de prendre en compte la spécificité de l'Holocauste, comme le feront l'immense majorité des marxistes pendant des années et pour certains jusqu'à aujourd'hui. Il a cependant l'avantage de restituer assez bien le point essentiel de l'argumentation ultragauche si souvent calomniée, présentée comme négationniste ou antisémite. Loin de nier la réalité du génocide, cet article dénonce clairement la barbarie nazie mais refuse d'oublier les bombardements de populations civiles en Allemagne, les massacres de Sétif, etc.

Ce type d'argumentation a certes été repris par l'avocat de Klaus Barbie pour exonérer le criminel nazi de ses responsabilités. Il doit donc être manié avec beaucoup de précautions (ce que font rarement certains radicaux chics modernes et post-modernes, plus soucieux d'attirer l'attention par le scandale, que de convaincre), en dénonçant à chaque fois l'antisémitisme et ses effets criminels. C'est d'autant plus nécessaire que nous vivons dans une époque de confusion idéologique totale où tous les crimes de masse et les génocides sont mis sur le même plan, pour mieux en relativiser l'importance, en absoudre les responsables, et prôner une sorte de fatalisme face au « loup » que serait l'homme pour ses congénères. Ou alors, comme dans le cas du si mal nommé « devoir de mémoire » instauré dans les écoles françaises, pour privilégier le passé d'une communauté martyre (la communauté juive) au détriment d'autres communautés, dont les ressortissants ou les lointains descendants, blessés, se sentent alors le droit de nier l'importance du génocide des Juifs puisque l'École laïque et républicaine se refuse à accorder de l'importance à la décimation des populations africaines par la traite transatlantique ou aux innombrables massacres colonialistes commis, entre autres, par l'armée française.

Dans le cas de la minuscule Fraction de la gauche communiste qui signe ce tract, son objectif n'est pas d'absoudre ou de blanchir le nazisme ou Hitler, ni de délivrer un message pessimiste sur la nature humaine comme le prétend l'inénarrable « historien » Bourseiller dans sa calamiteuse *Histoire de l'ultragauche*. Son but est d'affirmer, dans l'euphorie de la Libération, que les démocraties commettront de nouveaux crimes, tant que le capitalisme se perpétuera. Et depuis cinquante ans, cet avertissement s'est malheureusement vérifié jusqu'à la nausée : des bombes atomiques américaines contre Hiroshima et Nagasaki à l'aide apportée aux génociteurs rwandais par la France socialiste. Que cette barbarie soit, depuis quelques dizaines d'années réservée principalement aux peuples non européens ne change rien au problème. (Y.C.)

**Ernest Mandel**

## **Projet de thèses sur la question juive après la Seconde Guerre impérialiste (1947)**

(Ce texte a été écrit il y a plus de cinquante ans, avant la création de l'État d'Israël, par l'un des plus prolifiques théoriciens du trotskysme. En 1947 les trotskystes (comme une grande partie des autres courants marxistes) raisonnaient encore dans la perspective d'une crise internationale du capitalisme qui avait commencé pour eux en 1929 (voire en 1914) et ne devait pas s'arrêter : d'où des termes comme « pourrissement », « agonie », « décadent », « décomposition », « putréfaction », « barbarie », ainsi que le curieux pronostic de l'avènement du fascisme aux États-Unis (!) repris des écrits de Trotsky durant les années 39-40 ; les trotskystes vivaient aussi dans la perspective d'une nouvelle guerre mondiale imminente : c'est d'ailleurs pourquoi les proches d'Ernest Mandel et de Michel Pablo (ceux du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale) rentrèrent en bloc dans les partis communistes au début des années 50 pour y pratiquer l'« entrisme » pendant près de quinze ans.

Bien qu'il date sur certains points, ce texte témoigne d'une grande lucidité quant à l'impasse que représente le sionisme et à l'analyse des enjeux stratégiques et géopolitiques au Proche et au Moyen-Orient. L'auteur est parfaitement lucide lorsqu'il affirme que l'union générale entre travailleurs juifs et arabes est pour le moment irréalisable — et malheureusement la situation n'a fait qu'empirer. On remarquera que le terrorisme des groupes Stern ou de l'Irgoun auquel Mandel fait allusion a été efficacement remplacé par le terrorisme d'État des gouvernements israéliens successifs, et notamment de l'actuel gouvernement Sharon.

Raisonnant dans le cadre d'une hypothétique « révolution nationale-démocratique arabe », l'analyse de Mandel a été totalement démentie sur un point : le panarabisme n'a jamais pu se concrétiser et il est improbable qu'il puisse jamais unifier la mythique « nation » arabe.

Enfin, comme dans presque tous les textes marxistes sur l'historique de la « question juive », l'auteur n'utilise aucune statistique, aucun chiffre pour appuyer l'hypothèse selon laquelle le peuple juif aurait été un peuple constitué majoritairement de commerçants pendant des siècles. Bien sûr, il ne s'agit pas d'antisémitisme (rappelons que Ernest Mandel, comme bien d'autres trotskystes juifs ou non juifs, fut déporté pendant la Seconde Guerre mondiale, qu'il s'évada plusieurs fois et qu'il ne survécut que par miracle et grâce à son courage inébranlable), mais tout simplement du refus de penser une question difficile et épineuse pour l'orthodoxie marxiste.

Pour les marxistes de l'époque (et Mandel avait pourtant connu les camps d'extermination) l'Holocauste était un événement parmi d'autres de la barbarie capitaliste, mais n'avait pas de signification historique spécifique. Y.C. )

### **A. LA QUESTION JUIVE DANS LE MONDE CAPITALISTE**

Peuple commerçant dont la survivance au milieu d'autres peuples trouve sa racine dans une fonction sociale particulière, les Juifs ont vu leur sort déterminé à travers les âges par l'évolution générale de la société, évolution qui changea leurs rapports avec les différentes classes. La révolution bourgeoise dans l'Europe occidentale ouvrit les portes des ghettos et intégra les masses juives dans la société environnante. L'assimilation des Juifs

sembla chose faite. Mais les pays d'Europe centrale et orientale, les plus vastes réservoirs des Juifs cantonnés depuis des siècles dans des fonctions d'intermédiaires, entrèrent dans la voie du développement capitaliste au moment où le capitalisme mondial était déjà entré dans sa phase impérialiste. Alors que les rapports d'échange et de production séculaires se virent brusquement bouleversés, enlevant aux Juifs la base matérielle de leur existence, aucune industrialisation massive ne permit l'intégration dans le prolétariat de ces millions d'intermédiaires devenus

inutiles. La différenciation sociale des masses juives fut de ce fait entravée. Une petite partie des Juifs seulement devinrent capitalistes ou prolétaires; une partie plus importante émigrèrent, contrecarrant ainsi la tendance à l'assimilation complète qui régnait dans les pays occidentaux. La grande majorité restèrent dans un état misérable de petits commerçants, « écrasés entre le féodalisme et le capitalisme, la putréfaction de l'un augmentant la putréfaction de l'autre » (A. Léon).

Les mouvements antisémites du passé possédèrent toujours une base sociale directe ou indirecte. Ce furent des mouvements de classes sociales différentes, dont les intérêts entrèrent successivement en conflit avec la fonction sociale du juif. Il n'en est pas autrement du renouveau que connut l'antisémitisme vers le début du XX<sup>e</sup> siècle.

a) Dans les pays arriérés d'Europe orientale, des forces politiques réactionnaires pouvaient réussir à détourner le mécontentement et le désespoir des masses vers des pogroms périodiques parce que la haine du petit peuple envers le petit usurier et prêteur à gage juif, envers le petit commerçant et le cabaretier juif était une réalité sociale indéniable.

b) Dans les pays d'Europe centrale, les mouvements antisémites tels que celui du bourgmestre Lueger à Vienne, trouvèrent leur racine sociale dans l'exacerbation de la concurrence à l'intérieur des classes moyennes, libérales et commerçantes, submergées par un flot d'immigrants juifs.

c) En France, le mouvement antisémite qui se déclencha à l'occasion de l'affaire Dreyfus trouva son origine sociale dans la haine de l'aristocratie face aux banquiers juifs qui achetèrent leurs châteaux, et des fils d'aristocrates qui voyaient les carrières qui leur étaient autrefois « réservées », exclusivement occupées par ces dangereux concurrents.

Ces couches sociales réussirent à orienter contre les Juifs, pour un certain

temps, les sentiments nationalistes exacerbés d'une grande partie de la petite bourgeoisie.

Ayant leurs racines dans les conflits sociaux déterminés, ces différents mouvements antisémites apparurent, avec des manifestations fort diverses, allant des phénomènes de la plus pure barbarie (pogroms russes) à la formulation de théories nationalistes « raffinées » caractéristiques de l'époque impérialiste (Charles Maurras).

Les possibilités sociales de l'assimilation des Juifs en Europe occidentale avaient créé un puissant mouvement idéologique vers l'assimilation totale. L'impossibilité d'une assimilation massive des Juifs en Europe orientale provoqua un courant puissant favorable à une renaissance nationale et à une conservation des particularités nationales. C'est au milieu de fortes concentrations de masses populaires juives, en Pologne, en Lituanie, en Russie occidentale, en Hongrie, en Roumanie, et en Slovaquie que se développa une nouvelle littérature en yiddish, un nouveau folklore, une intense vie culturelle et même politique autonome (le Bund dans le mouvement ouvrier). Dans la mesure où les masses juives émigrées aux États-Unis s'y retrouvèrent socialement cantonnées dans des secteurs déterminés de la vie économique, et géographiquement concentrées, ce mouvement se prolongea jusque dans ces pays. Lénine qui, seul, sut appliquer dans la II<sup>e</sup> Internationale une stratégie marxiste dans la question nationale, rejeta tout pédantisme dans son jugement de ce courant. Il partit du point de vue que la tâche du parti révolutionnaire consistait à intégrer dans le mouvement d'émancipation prolétarienne tous les courants d'autonomie culturelle et nationale correspondant à la véritable aspiration des masses laborieuses. C'est pourquoi il reconnut la légitimité, du point de vue socialiste, de ce mouvement juif autant que du mouvement polonais ou tchèque. La tâche des ouvriers juifs



consistait à lutter aux côtés des travailleurs du pays dans lequel ils habitaient, pour le renversement du capitalisme, après quoi il leur serait laissée entière liberté d'adopter l'organisation de leur autonomie nationale et culturelle d'après leur choix.

L'époque du capitalisme décadent est en même temps l'époque de la crise aggravée du problème juif. L'inflation, la pression accentuée du capital bancaire, puis la grande crise économique ruinent des millions de petits artisans et commerçants, et exacerbent à l'extrême la haine contre les concurrents juifs. Le chômage terrible qui sévit parmi les travailleurs intellectuels et la misère accrue des professions libérales en Europe centrale et orientale créent un climat particulièrement favorable pour l'apparition de vastes mouvements petits bourgeois de masse, trouvant dans l'antisémitisme une de leurs armes idéologiques propres. Dans les pays d'Europe orientale, ces mouvements traduisent un courant populaire extrêmement profond qui s'extériorise en de nombreuses explosions sanglantes. En Allemagne c'est le pouvoir d'État, tombé entre les mains des dirigeants nazis, qui a organisé d'en haut la persécution et plus tard l'extermination des Juifs. En ce sens c'est le capitalisme décadent (qui remet sciemment le pouvoir entre les mains d'une bande de criminels sanglants) qui est pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe durant la guerre. L'extermination des Juifs européens par l'impérialisme allemand est un avertissement pour tous les autres peuples, leur montrant le sort qui les attend si la société actuelle continue à pourrir.

Le sionisme est né dans la petite bourgeoisie juive d'Europe centrale en réaction à la naissance de l'antisémitisme au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mouvement typiquement petit bourgeois, il est resté longtemps dépourvu de l'aide de la bourgeoisie juive et isolé des masses populaires. Au cours de la Première guerre mondiale, l'impérialisme britannique,

voulant en faire un instrument pour s'installer en Palestine, sembla lui donner la possibilité de devenir une réalité par la déclaration Balfour. À partir de ce moment commencèrent à se déclarer un léger afflux de capitaux et un faible mouvement d'immigration. Ce n'est qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la chute rapide dans l'abîme de tout le judaïsme européen, que ces deux mouvements s'« accélèrent », contrecarrés à la fois par des explosions nationalistes arabes et par la politique de l'impérialisme britannique, dressant de plus en plus des barrières à la pénétration juive en Palestine.

Pour le prolétariat révolutionnaire, le sionisme doit être considéré comme un mouvement à la fois utopique et réactionnaire :

• **Utopique :**

a) parce qu'il juge possible un développement « harmonieux » des forces productives dans une « économie fermée » en Palestine, au milieu d'un monde capitaliste sujet à des convulsions économiques de plus en plus grandes. Le formidable développement de l'économie palestinienne qui serait nécessaire pour permettre l'absorption de plusieurs millions d'immigrés est irréalisable dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale actuelle ;

b) parce qu'il juge possible la création d'un État juif (ou binational) au milieu de l'hostilité avérée de 50 millions d'Arabes, alors même que l'immigration juive et l'industrialisation progressive du pays développent dans les mêmes proportions la population arabe ;

c) parce qu'il espère obtenir ce résultat en comptant sur des manœuvres entre les grandes puissances, qui, en réalité, veulent toutes utiliser uniquement le mouvement sioniste comme un pion dans leur jeu de puissance envers le monde arabe ;

d) parce qu'il pense pouvoir neutraliser l'antisémitisme dans le monde par le simple octroi d'une nationalité aux Juifs, alors que cet antisémitisme a des

racines sociales historiques et idéologiques profondes qui seront d'autant plus difficiles à arracher à mesure que se prolonge l'agonie du capitalisme.

• **Réactionnaire :**

a) parce qu'il sert de soutien à la domination impérialiste britannique, en donnant à l'impérialisme le prétexte de servir d'« arbitre » des différends judéo-arabes, en demandant lui-même le maintien du mandat britannique et en développant une économie juive « fermée » en miniature, dont les masses laborieuses ont un standard de vie beaucoup plus élevé et des intérêts immédiats différents de ceux des masses laborieuses arabes ;

b) parce qu'il provoque une réaction nationaliste de la part des masses arabes, cause une division raciale du mouvement ouvrier, accentue l'« union sacrée » chez les Juifs et les Arabes et permet ainsi à l'impérialisme d'éterniser ce conflit, moyen d'éterniser la présence des troupes en Palestine ;

c) parce qu'il ralentit le mouvement pour la révolution agraire en achetant des terres aux propriétaires fonciers arabes et en les exploitant grâce aux subsides étrangers comme une agriculture juive « fermée » à l'intérieur de l'agriculture palestinienne arabe. De ce fait, la position des propriétaires fonciers est dans une certaine mesure renflouée, des terres sont enlevées aux paysans arabes et, ce qui est plus important que tout, la masse juive de Palestine n'a aucun intérêt à combattre pour le partage des terres des « effendis » parmi les paysans arabes car ce partage signifierait la fin de ses achats de terres ;

d) parce qu'il freine la participation des masses ouvrières juives à la lutte des classes dans le reste du monde, les sépare du prolétariat mondial, leur donne des buts autonomes à atteindre et crée des illusions quant à la possibilité d'améliorer leur sort dans le cadre du capitalisme mondial décadent.

Pour toutes ces raisons, le mouvement révolutionnaire ouvrier a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sionistes. Les arguments que les représentants « socialistes » du sionisme avancent en faveur de leur cause sont soit les arguments réformistes classiques (« possibilité d'améliorer progressivement la situation des masses juives »), soit des arguments sociaux-patriotes (« il faut d'abord résoudre la question nationale pour tous les Juifs avant d'entamer la solution des problèmes sociaux pour les travailleurs juifs »), soit les arguments classiques des défenseurs de l'impérialisme (« la pénétration des Juifs en Palestine n'a pas seulement développé l'industrie, mais aussi le mouvement ouvrier, la culture générale des masses, leur niveau de vie, etc. »), arguments avancés par les défenseurs du colonialisme dans tous les pays.

**B. L'ASPECT ACTUEL DE LA QUESTION JUIVE DANS LE MONDE**

Après la Seconde Guerre mondiale, la situation particulièrement tragique des Juifs semble un symbole pour toute la tragédie de l'humanité glissant vers la barbarie. Après l'effroyable catastrophe du judaïsme européen, les Juifs, partout où ils se trouvent, font face à une recrudescence de l'hostilité de la population envers eux.

a) En Europe, deux ans après la « libération », plus de 100 000 Juifs continuent à être soumis au plus infamant des régimes dans des camps; les maîtres impérialistes qui réussirent, au cours de leurs opérations militaires, à déplacer des millions d'hommes en quelques jours de temps, n'ont pu trouver, après 20 mois de recherches, un refuge quelconque pour ces malheureux rescapés des camps nazis. Dans le reste du continent, il subsiste à peine un million de Juifs.

b) En Palestine, 700 000 Juifs font face au monde arabe en pleine ébullition. Le développement du capitalisme égyptien et syrien ajoute le facteur de concurrence économique aux multiples causes de

l'antisionisme militant. L'impérialisme britannique, les féodaux et les bourgeois arabes feront, de leur côté, tout leur possible pour détourner la haine des masses opprimées arabes contre le bouc émissaire juif. De ce fait, les Juifs palestiniens risquent de se voir exterminer dans l'explosion générale qui se prépare au Moyen-Orient.

c) En URSS, la bureaucratie a utilisé, dans sa lutte contre l'opposition, l'antisémitisme qui restait latent dans les masses paysannes et les couches ouvrières arriérées. Durant les années du premier et second plan quinquennal, des millions de commerçants et d'artisans juifs furent intégrés dans les rangs inférieurs et moyens de la bureaucratie comme ingénieurs, techniciens, directeurs de coopératives, et dans les couches supérieures des kolkhozes. Ils constituent en Russie occidentale cette partie de la bureaucratie qui est le plus directement en contact avec les masses opprimées et de ce fait, c'est en grande partie sur eux que se concentre la haine des masses contre les parasites et les profiteurs du régime. Les pogroms sanglants déclenchés par la population indigène lors de l'invasion allemande constituent des indices très clairs quant à l'exacerbation de cette haine (70 000 Juifs tués à Kiev en 24 heures de temps). Une accentuation de la crise sociale en Russie, l'épuration de la guerre civile passeront certainement par l'extermination des masses juives au cas où se produirait une victoire de la contre-révolution.

d) Enfin aux États Unis le cantonnement des Juifs dans les secteurs déterminés de l'artisanat, des professions commerciales et libérales, créera lors de la prochaine crise économique violente l'exacerbation de la concurrence qui donnera à l'antisémitisme présent de façon latente dès maintenant, une puissante base matérielle. L'exploitation des préjugés réactionnaires contre les « minorités raciales » est depuis longtemps l'arme préférée des gangsters fascistes américains.

À mesure que l'accentuation de la crise sociale, la politisation du mouvement ouvrier et la décomposition rapide de la « démocratie » américaine engendreront le développement d'un parti fasciste de masse, l'antisémitisme autant que l'agitation anti-nègre prendront des dimensions monstrueuses. Le sort des Juifs aux États Unis est lié de la façon la plus intime à l'issue de la lutte gigantesque de la classe ouvrière américaine et de la bourgeoisie yankee. Une victoire de celle-ci à travers l'établissement d'une dictature signifierait à brève échéance une catastrophe comparable seulement à la catastrophe que constitua pour les Juifs d'Europe l'arrivée de Hitler au pouvoir.

La série interminable d'épreuves par lesquelles sont passées les masses juives en Europe, a sans aucun doute accentué le développement d'une conscience nationale, autant auprès des survivants qu'auprès des masses juives d'Amérique et de Palestine qui se sentent le plus étroitement liées au sort de leurs frères en Europe. Cette conscience nationale s'exprime de la façon suivante :

a) Les masses juives en général désirent maintenant affirmer leur nationalité propre en face des autres peuples. Un nationalisme juif violent répond à la violence des persécutions et de l'antisémitisme.

b) Les masses juives en Europe ont les yeux tournés vers l'émigration. En présence de la fermeture hermétique de toutes les frontières, par suite des conditions générales du monde d'après guerre et en concordance avec la vague de nationalisme qui les entraîne, cette volonté de quitter le continent qui pour eux n'est qu'un vaste cimetière s'exprime avant tout en une volonté sioniste d'aller en Palestine.

c) A l'intérieur du mouvement sioniste, la lutte pour « l'État Juif », jadis menée exclusivement par l'extrême droite (« les révisionnistes ») est actuellement reprise par tous les partis (« Programme de Biltmore ») sauf par le parti centriste Haschomer Hatzair.

La renaissance de la conscience nationale des masses est un résultat de la décomposition du capitalisme, qui remet en question tous les problèmes résolus lors de sa période d'essor. S'appuyant fermement sur son programme et sur une analyse scientifique de la situation en Palestine, mais considérant en même temps l'état réel de conscience des masses juives, la IV<sup>e</sup> Internationale doit reconnaître comme légitime leur volonté de mener une existence nationale à eux. Elle doit démontrer concrètement que la conquête de cette nationalité est irréalisable dans la société capitaliste décadente, et plus particulièrement irréalisable et réactionnaire en Palestine. Elle doit démontrer que, pour les Juifs, comme pour tous les autres peuples de la terre, la défense ou la conquête définitive de leur nationalité propre ne peut pas s'obtenir au moyen de la construction d'États et d'économies « fermées », mais que l'économie socialiste planifiée mondiale constitue le seul cadre réaliste dans lequel est actuellement possible un libre développement normal des peuples. La IV<sup>e</sup> Internationale doit rendre les masses juives conscientes des terribles catastrophes qui les attendent si la putréfaction du capitalisme poursuit son cours. Seule l'intégration du mouvement d'émancipation juif dans le mouvement ouvrier mondial permettra une solution harmonieuse du problème juif. La planification socialiste « bouleversant la topographie du globe » (Trotsky) assurera à tous ceux qui le désirent une existence nationale particulière dans le cadre des États-Unis du monde.

Mais la IV<sup>e</sup> Internationale ne gagnera jamais une influence décisive auprès des masses juives en prêchant uniquement la nécessité de la révolution socialiste pour leur émancipation. Ce n'est qu'en prenant la tête d'un vaste mouvement mondial de solidarité de la part du prolétariat envers les victimes des persécutions impérialistes et fascistes; ce n'est qu'en montrant en pratique aux Juifs que les solutions

proposées par le mouvement révolutionnaire sont plus favorables et plus réalistes que la « solution » sioniste, que la IV<sup>e</sup> Internationale réussira au prochain tournant à englober les masses juives dans la lutte anti-impérialiste mondiale. Marcher actuellement contre le courant sioniste; lui opposer une issue autre immédiate et concrète, tels sont les deux éléments indispensables pour préparer l'étape prochaine; quand les masses juives auront fait leur expérience décevante avec le sionisme, quand elles auront compris l'inutilité de leurs efforts et de leurs sacrifices, elles se tourneront vers nous, à condition que nous sachions dès maintenant aller vers elles avec nos solutions autant qu'avec une critique implacable du sionisme.

a) Toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent mettre en avant le mot d'ordre: « Ouvrez les portes de tous les pays aux réfugiés juifs! », « Abolition de toutes les restrictions à l'immigration ». Ce slogan doit être défendu plus spécialement par le SWP des États-Unis d'une part et par nos sections anglaise, canadienne, française et toutes nos sections de l'Amérique latine d'autre part. Ces dernières ainsi que notre section australienne, et plus particulièrement les sections d'Argentine et du Brésil doivent joindre à ces slogans les mots d'ordre: « Abolition de toutes les clauses de discrimination raciale et religieuse dans la législation sur l'immigration ». Chaque occasion concrète (plaintes à propos du manque de main-d'œuvre et de la diminution de la population; ouverture partielle du pays pour certaines catégories d'immigrés; acte de commémoration en faveur des victimes du fascisme, etc.) doit être employée pour alerter l'opinion publique ouvrière du pays et exiger le déclenchement d'actions concrètes en vue d'obtenir des résultats immédiats. Des résolutions telles que celles du CIO doivent être employées comme point de départ pour exiger des actions de la part de la FSM, pour organiser des mouvements

concertés dans les secteurs de la vie économique et sociale les plus aptes à exprimer leur solidarité par l'action (marins, employés gouvernementaux, fonctionnaires, etc.) à travers des grèves perlées, des sabotages organisés contre des mesures de discrimination, des protestations, des meetings et des manifestations coordonnées, etc. C'est seulement dans la mesure où nos sections pourront prouver aux Juifs qu'elles luttent réellement et efficacement pour l'ouverture de leur propre pays à l'immigration qu'elles pourront les amener à préférer l'immigration dans ces pays à l'immigration en Palestine, plus dure à obtenir et constituant en même temps un acte contraire aux intérêts vitaux des masses anti-impérialistes du Moyen-Orient.

b) Toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent sérieusement combattre les relents d'idéologie antisémite qui subsistent ou se développent toujours davantage, dans de larges couches de la population de tous les pays. Ce travail de désintoxication est d'autant plus urgent que le mouvement ouvrier « officiel », à la fois par conformisme, par lâcheté ou par d'étroits calculs partisans (l'antitrotskysme du PCF s'exprime pas mal de fois par des arguments antisémites) ne fait rien pour éliminer de la conscience des masses le poison anti-juif déposé par la propagande hitlérienne. En toute occasion concrète, nos sections doivent détruire les mensonges fascistes au sujet du « capitalisme juif » ou des « accapareurs juifs ». Elles doivent alerter systématiquement les organisations de masse prolétariennes contre chaque tentative de reconstruire ces organisations antisémites. Utilisant les exemples tragiques des dernières années, elles doivent imprégner la conscience des masses de cette vérité fondamentale, leur propre sort est en jeu dans la lutte contre le gangstérisme antisémite. C'est seulement dans la mesure où nos sections feront admettre par les masses cette vérité et la leur feront traduire en actes, qu'elles

réussiront à convaincre les Juifs que seule l'intégration de leur mouvement d'émancipation dans le mouvement ouvrier mondial les rendra aptes à se défendre efficacement contre de nouvelles vagues d'antisémitisme.

c) Toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale qui font face à un mouvement fasciste organisé utilisant à fond la démagogie antisémite et passant à des actes terroristes contre les Juifs, doivent s'efforcer de mobiliser la classe ouvrière dans des formations armées (milices, etc.) pour la défense des Juifs. Là où la population juive est géographiquement concentrée en des quartiers juifs, elles doivent proposer et favoriser la création de milices d'autodéfense armées en s'efforçant de les fusionner avec les milices ouvrières. Elles doivent expliquer aux masses juives que seule cette fusion dans la lutte armée peut garantir une défense efficace; mais en même temps elles doivent avertir les travailleurs que seule une défense armée des Juifs préviendra l'écrasement ultérieur par les mêmes armées fascistes du mouvement ouvrier tout entier.

### **C. L'ASPECT ACTUEL DU PROBLEME PALESTINIEN**

Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par suite d'une série de « facteurs nouveaux » qui changent profondément sa physionomie.

a) L'industrialisation du Proche et du Moyen-Orient a raffermi dans une certaine mesure les bourgeoisies arabes indigènes en Égypte, en Palestine même, en Syrie, au Liban et dans une moindre mesure dans d'autres pays arabes. La différenciation sociale de la vieille société arabe féodale ou patriarcale s'est accélérée. Un prolétariat arabe beaucoup plus puissant numériquement et politiquement déjà conscient est apparu sur la scène politique dans de nombreux pays du Moyen-Orient (grèves en Égypte, Palestine, Syrie, Iran et

Irak). Le nationalisme arabe se différencie de la même façon. À côté du panislamisme féodal et réactionnaire apparaît maintenant un courant panarabe progressif qui voit dans la réalisation d'une Union des pays arabes du Moyen-Orient le seul cadre réel pour le développement des forces productives et pour la constitution d'une nation arabe. La bourgeoisie ne peut défendre cette idée que d'une façon hésitante sur le plan idéologique, dans la mesure où elle désire une expansion du marché pour son industrie qui, dès la fin de la guerre, se trouve plongée dans une profonde crise. La seule force capable de réaliser ce programme de la révolution nationale-démocratique du monde arabe est le prolétariat qui seul est capable de mener jusqu'au bout, à travers le mécanisme de la révolution permanente, la lutte contre le féodalisme pour la révolution agraire, pour l'émancipation du monde arabe de l'intervention impérialiste et pour la constitution de l'unité du monde arabe.

b) L'accentuation des mouvements anti-impérialistes dans le cadre des révolutions coloniales, les plus importants bouleversements dans la période immédiate après la Seconde Guerre mondiale, l'affaiblissement des vieilles puissances impérialistes (Grande-Bretagne, France, Italie) a eu pour conséquence que la bourgeoisie et même certaines couches féodales ont saisi la possibilité d'obtenir par pression, et sans devoir déclencher de véritables luttes de masses, devant quoi elles reculent toujours, des concessions importantes de la part des puissances occupantes, telles que le retrait des troupes françaises de la Syrie et du Liban, et la préparation du retrait des troupes britanniques de l'Égypte. Ces différents reculs de la part de l'impérialisme constituent un stimulant pour la lutte anti-impérialiste dans les autres pays coloniaux du Moyen-Orient. Ils donnent un coup très fort au prestige de l'impérialisme et augmentent la confiance des masses indigènes dans leurs propres forces.

c) La transformation de la Palestine en position-clé du système de défense impériale dans la Méditerranée orientale. Après le retrait des troupes britanniques d'Égypte, la Palestine sera la base essentielle de la flotte, de l'aviation, de l'armée de terre et des services secrets britanniques dans la Méditerranée orientale, la position-clé pour la défense du Canal de Suez et la route impériale vers les Indes. Les fortes concentrations de troupes britanniques en Palestine prennent les troubles terroristes uniquement comme prétexte. En réalité, il s'agit pour l'impérialisme britannique de construire une base durable en vue des conflits guerriers futurs et de la défense de l'Empire.

d) La transformation du Moyen-Orient en l'un des enjeux principaux de la rivalité entre les « trois Grands ». Avant la guerre le Moyen-Orient était le secteur du monde où l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était le moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation d'« observateurs » américains dans le royaume d'Ibn Seoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration de l'Église orthodoxe dans tout le Moyen-Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin, tous ces événements ont remis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen-Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également à l'étape actuelle le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique dont les réserves aux États-Unis et en URSS sont fortement atteintes. Les différents mouvements « tactiques » de la diplomatie américaine et soviétique envers le mouvement sioniste doivent être considérés essentiellement comme des éléments de leurs intrigues tendant à

supplanter la domination britannique dans le monde arabe.

e) La demande d'immigration en Palestine mise en avant par la masse des réfugiés juifs en Europe, et soutenue par un mouvement puissant de protestation de la part du sionisme américain et culminant dans les actions « pacifiques » entreprises par la Haganah en Palestine, ainsi que dans le terrorisme des bandes Irgoun Zvei Leumi et Stern.

Le point de départ de la position de la IV<sup>e</sup> Internationale en face du problème palestinien doit être constitué par la compréhension de la nécessité de la lutte anti-impérialiste menée par les Arabes, à laquelle elle donne comme objectif la constitution de l'Union des pays arabes du Moyen-Orient. Ce sont les masses arabes, les ouvriers et paysans pauvres, qui constituent la force révolutionnaire du Moyen-Orient et également de la Palestine, grâce à leur nombre, à leurs conditions sociales, à leur vie matérielle, qui les mettent directement en conflit avec l'impérialisme. C'est sur le dynamisme de la lutte des classes, menée pour la défense de leurs intérêts, que doit s'appuyer tout d'abord le parti révolutionnaire. Se développant au fur et à mesure que le prolétariat arabe croît et se renforce, la section du Moyen-Orient de la IV<sup>e</sup> Internationale, constituée sur la base des noyaux existant en Palestine et en Égypte, doit diriger les actions des masses pour la défense de leurs intérêts quotidiens, élever la conscience ouvrière à la compréhension de la nécessité de l'action politique et travailler à souder le bloc de tous les exploités autour du prolétariat révolutionnaire à travers la lutte pour les quatre revendications essentielles suivantes :

a) Départ immédiat des troupes britanniques. Indépendance complète de la Palestine.

b) Convocation immédiate d'une Assemblée constituante unique et souveraine.

c) Expropriation des terres des effendis et gestion des terres expropriées par des comités de paysans pauvres.

d) Expropriation de toutes les entreprises propriété du capital étranger et gestion par les travailleurs des entreprises nationalisées.

C'est à travers la lutte pour ces quatre objectifs principaux et centraux que le parti révolutionnaire éduquera les masses quant à la nécessité de s'opposer de plus en plus à la bourgeoisie arabe, étroitement liée aux effendis. Quand la lutte des masses atteindra son point culminant, quand des comités ouvriers et paysans couvriront le Moyen-Orient et quand la question de la prise du pouvoir par le prolétariat arabe sera mise à l'ordre du jour, le parti révolutionnaire aura suffisamment éduqué les masses pour les amener également à l'expropriation de la bourgeoisie « nationale ».

Ces quatre objectifs peuvent-ils se réaliser à l'étape actuelle dans une lutte commune entre les masses arabes et les masses ouvrières juives ? Pour répondre à cette question, on ne doit pas partir de schémas abstraits, mais de la réalité sociale et idéologique de la vie juive en Palestine. À l'exception de quelques milliers d'ouvriers juifs employés aux chemins de fer, à l'IPC, à la raffinerie et aux installations portuaires, tout le prolétariat industriel et agricole juif de Palestine est employé dans une industrie juive fermée, travaillant avec des afflux constants de capitaux étrangers et garantissant aux travailleurs juifs un standard de vie bien supérieur à celui des travailleurs arabes. En plus, la communauté juive en Palestine vit dans la crainte constante d'un soulèvement arabe et en face de ce danger met tout son espoir dans une immigration continuelle et dans le maintien de l'occupation britannique. Nous pouvons donc constater plus spécialement :

a) Loin de vouloir le départ immédiat des forces d'occupation britanniques, les masses juives désirent au contraire leur maintien dans le pays. La seule chose que

réclament les leaders sionistes, bourgeois aussi bien qu'ouvriers, ce sont des concessions quant à l'immigration et à la constitution d'un État juif. Mais l'écrasante majorité des Juifs de Palestine (en premier lieu la Haganah) ne sont prêts à « agir » contre l'impérialisme que dans la mesure où cette « action » ne met pas en danger la « sécurité » fondamentale de la communauté juive en face du monde arabe. Voilà pourquoi une lutte armée, ou même une vaste action de sabotage entreprise par les masses juives est à l'étape actuelle, pour ainsi dire exclue. Le but de l'action sioniste actuelle c'est uniquement d'exercer une pression sur l'impérialisme britannique pour obtenir des concessions, et non pas de pousser à son expulsion de Palestine.

Le mouvement terroriste et le soi-disant « Comité hébreu de libération nationale » posent bien l'objectif de l'expulsion de l'impérialisme britannique de Palestine. Mais ils ne peuvent concevoir cette expulsion que sous la forme d'un armement général des Juifs de Palestine qui tiendraient en échec le monde arabe jusqu'au moment où une immigration massive des Juifs les rendrait militairement capables de s'opposer à la « menace arabe ». Abstraction faite du caractère parfaitement utopique de ces vues, elles sont ultra-réactionnaires et ne peuvent qu'élargir davantage le fossé qui sépare les travailleurs juifs et arabes de Palestine.

b) Tous les Juifs de Palestine sont opposés à la convocation immédiate d'une Assemblée constituante qui mettrait le pouvoir entre les mains de la majorité de la population qui est arabe.

Les terroristes (Ernest Mandel fait allusion ici aux organisations juives comme l'Irgoun et le groupe Stern qui luttèrent les armes à la main contre l'occupation britannique, *NDLR*) prétendent lutter pour une Palestine libre, indépendante et démocratique. Mais étant les partisans les plus acharnés d'un « État juif », eux aussi doivent trouver un biais pour enlever la souveraineté à la majorité

de la population du pays. Ils déclarent n'être prêts à organiser des élections générales qu'après avoir donné aux Juifs dans l'exil « une chance dans une limite de temps déterminée » de rentrer en leur pays. En d'autres termes, ils ne sont partisans d'élections générales qu'à partir du moment où les Juifs constitueraient la majorité absolue de la population.

c) Les Juifs n'ont aucun intérêt à l'expropriation des effendis, car cette expropriation leur enlèverait en pratique toute possibilité d'acheter des terres nouvelles et d'élargir leur « économie fermée juive » en Palestine.

d) Ils sont opposés de façon encore plus acharnée à l'expropriation des entreprises construites avec le capital étranger et à la fermeture du pays à l'importation de capitaux, car cela constituerait un coup mortel pour leur économie juive.

De tout cela s'impose la conclusion qu'à l'étape actuelle les masses juives de Palestine ne constituent pas, dans leur ensemble, une force anti-impérialiste et que la constitution d'un bloc judéo-arabe anti-impérialiste ne peut pas constituer un slogan dans l'agitation immédiate.

C'est en fonction de ces considérations que doit être considérée la question de l'immigration juive en Palestine. Aussi longtemps que les deux économies, juive et arabe, constitueront des économies séparées en Palestine, la population laborieuse arabe considérera chaque nouvel afflux d'immigrés juifs comme un acte d'hostilité ouvert. Alors que toute la population de Palestine vit avec la perspective de l'éclatement d'un conflit sanglant dans le Moyen-Orient, les masses arabes doivent nécessairement considérer l'arrivée de nouveaux immigrants comme l'arrivée de soldats ennemis, ce qui se confirme d'ailleurs par la façon dont les masses juives considèrent cette immigration. Voilà pourquoi il faut avoir conscience du fait que la continuation de l'immigration juive en Palestine élargit la brèche entre ouvriers juifs et arabes,



renforce les positions et éternise la présence de l'impérialisme britannique et ne peut que préparer, à l'étape suivante, l'extermination complète de la minorité juive lors du soulèvement arabe.

Si donc la IV<sup>e</sup> Internationale doit faire tout son possible pour déconseiller aux réfugiés juifs l'émigration vers la Palestine; si dans le cadre d'un mouvement de solidarité mondiale elle doit essayer de leur faire ouvrir les portes d'autres pays, et les avertir que la Palestine constitue pour eux un véritable guet-apens, elle doit dans sa propagande concrète en face de la question de l'immigration juive partir de la souveraineté de la population arabe. Seule cette population arabe a le droit de déterminer si, oui ou non, l'immigration en Palestine doit être ouverte ou fermée aux Juifs. La question de l'immigration doit être décidée par l'Assemblée constituante, élue par tous les habitants du pays âgés de dix-huit ans au moins. Telle est la seule position démocratique en face de ce problème, position qui en même temps entre dans le cadre de la stratégie générale de la révolution au Moyen-Orient.

Par conséquent la IV<sup>e</sup> Internationale doit condamner et combattre la répression britannique en face de l'immigration juive, dénoncer toutes les mesures policières et y opposer chaque fois concrètement la revendication du retrait immédiat des troupes britanniques. Il n'est pas difficile d'expliquer aux masses arabes que cette répression impérialiste limitée contre les Juifs n'est que la préparation d'une répression beaucoup plus violente contre les futurs mouvements arabes. Il est dans l'intérêt des masses arabes de profiter de chaque mouvement d'indignation en face de la terreur policière britannique pour poser concrètement la question du retrait des troupes britanniques. Il s'avérerait d'ailleurs dans ce cas que les « victimes » mêmes de cette répression n'accepteraient pas du tout cette lutte conséquente contre leurs « oppresseurs ».

De même la IV<sup>e</sup> Internationale doit s'opposer à toutes les « solutions » que

l'impérialisme propose et réaliserait éventuellement avec ou sans l'aide de ses agents dans l'Agence Juive. Ces solutions telles que le partage de la Palestine, l'immigration limitée de 100 000 Juifs, la remise du mandat à l'ONU ont toutes pour but d'éterniser la présence des troupes britanniques dans ce pays et enlèvent toujours à la majorité de la population son droit de disposer d'elle-même.

À l'étape actuelle, l'union générale entre Juifs et arabes en Palestine est irréalisable ; ce n'est que sur un plan tout à fait limité, et dans la mesure où une partie des travailleurs juifs sont employés en dehors de l'économie juive « fermée » que des grèves judéo-arabes comme celles de l'année passée ont pu se produire. Mais cela ne signifie pas que cette union soit exclue pour tout le temps. Actuellement la population juive de Palestine a tendu tous ses efforts vers le renforcement de ses positions autonomes économiques et politiques. Mais déjà la partie radicale de la jeunesse nationaliste juive a eu conscience de l'inutilité de ces efforts de « conciliation » et de « manœuvre » de la part de l'Agence Juive afin d'obtenir de l'impérialisme ou des grandes puissances une immigration illimitée et la constitution d'un État juif. La vague actuelle de terrorisme de la part des bandes Irgoun Zwei Leumi et Stern constitue des actes de désespoir de la part de cette minorité, utilisée et abandonnée ensuite par les leaders bourgeois du mouvement sioniste et provenant de l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé tout le mouvement. Bien entendu, ce terrorisme de désespoir ne constitue pas en lui même la voie d'une solution au problème palestinien. Bien au contraire. Face au terrorisme, les féodaux et les bourgeois arabes réussissent à créer une atmosphère de « solidarité » factice entre les masses et l'impérialisme et accentuent l'hostilité entre ouvriers arabes et juifs. Du point de vue militaire, ces actes ne peuvent qu'accélérer l'établissement d'une force policière étrangère britannique en Palestine, but de toute la politique

impériale d'après-guerre. Mais en tant que stade ultime du sionisme, le terrorisme, en ne donnant aucun résultat concret, peut rendre les éléments les plus conscients et les plus actifs dans les masses juives aptes à reconsidérer toute la question du sionisme et de la solution du problème juif. C'est cette reconsidération que la IV<sup>e</sup> Internationale doit préparer à l'étape actuelle.

Une union éventuelle entre Juifs et Arabes doit tout d'abord passer par l'abolition de toute idéologie et pratique raciste de la part des Juifs.

- A bas les entreprises exclusivement juives ! Pour l'embauche d'ouvriers arabes dans toute l'industrie du pays !

- A bas les syndicats juifs et arabes séparés ! Pour la constitution des syndicats juifs et arabes !

- A bas le boycott camouflé des produits arabes ou juifs. À bas l'« économie juive fermée » ! Pour l'intégration mutuelle des économies juives et arabes.

- A bas l'idée d'un « État juif » imposé à la majorité de la population du pays ! Pour l'élimination des idées sionistes du mouvement ouvrier ! Pour l'intégration des travailleurs juifs dans le mouvement de la révolution nationale-démocratique des masses arabes.

- Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières juives avec l'Agence Juive, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de cet organisme.

- Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières arabes avec la Ligue Arabe et le Haut Comité Arabe pour la Palestine, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de ces organismes.

Tous ces mots d'ordre qui ne peuvent être défendus actuellement qu'en tant que slogans de propagande générale se heurtent nécessairement à une opposition farouche de la part des sionistes non seulement pour des raisons idéologiques, mais aussi et surtout parce que la situation matérielle favorisée des Juifs par rapport aux Arabes

est ainsi mise en jeu. Mais à mesure que la faillite du sionisme éclatera de plus en plus aux yeux des masses; à mesure que l'immigration se ralentira et que le danger extrême de l'explosion arabe approchera davantage; à mesure que notre propagande contribuera à faire admettre aux masses que c'est une question de vie ou de mort pour elles de trouver un terrain d'entente avec les masses arabes, même au prix d'un abandon momentané de certains privilèges — nos mots d'ordre pourront passer du stade propagandiste au stade de l'agitation, et pourront favoriser une scission entre le mouvement ouvrier et le sionisme. C'est cela qui constitue la condition sine qua non pour la réalisation de l'unité d'action judéo-arabe contre l'impérialisme, et c'est cela qui pourra seul empêcher que la révolution arabe du Moyen-Orient passe sur le cadavre du judaïsme palestinien. Ici comme parmi les masses juives dans le reste du monde, une ferme position contre le courant à l'étape actuelle est seule capable de préparer un renversement du courant à l'étape suivante.

Cela implique également la nécessité pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de mener un travail de propagande préparatoire à l'intérieur des organisations d'extrême gauche sionistes. En démontrant que le slogan d'un « État binational » est un slogan nationaliste, antidémocratique, allant à la fois à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des besoins immédiats de la lutte anti-impérialiste en Palestine, nos militants doivent en même temps mettre à tout moment à l'ordre du jour la question de la réalisation concrète du slogan de l'unité judéo-arabe. Ils doivent mettre les dirigeants centristes en face de leurs responsabilités, mettre à l'ordre du jour l'adoption du programme anti-racial énuméré plus haut et accélérer ainsi l'évolution de la conscience de l'avant-garde ouvrière juive au delà du sionisme.

1<sup>er</sup> janvier 1947.

**Ernest Mandel**

# Le retour de la question juive ?

*Il Programma Comunista* n° 3, 1960

(Ce court article nous a semblé intéressant tout d'abord pour rappeler aux « historiens » falsificateurs que Bordiga et la Gauche communiste italienne n'étaient ni antisémites ni négationnistes, malgré quelques expressions malheureuses dans ce texte. Mais il présente un autre intérêt pour celui qui le lit attentivement : il énonce, en quelques mots discrets, que le peuple juif a « réglé sa question historique » en créant son État : Israël. Une petite phrase à méditer pour les marxistes « antisionistes » actuels... Notons que la question de l'importance de l'antisémitisme fasciste fait débat parmi les historiens italiens aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas à l'époque où cet article a été écrit. Et rappelons enfin que l'usage du terme de « race » était encore courant en 1960 dans les manuels scolaires et qu'il n'a évidemment aucun caractère raciste dans l'ouvrage intitulé *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*. YC.)

Il semble que réapparaît à l'horizon une question sur laquelle le marxisme classique offre immédiatement des orientations indiscutables, fondées sur la théorie de la race et de la nation. Il nous suffira ici de rappeler quelques points, en particulier aux jeunes pour qui cette question est nouvelle, et pour cette Italie où l'on n'a jamais parlé d'un conflit racial contre les Juifs — pas même — si ce n'est pour des raisons... administratives — sous le fascisme.

Marx était juif, qui l'ignore ? Mais les Juifs l'ont rapidement considéré comme un renégat de sa race, malgré leur coquette habitude (*sic !*) de s'approprier tous les grands génies de l'humanité : Moïse, Jésus-Christ, saint Paul, Marx et Einstein.

Mais avec Marx se termine la phase des doctrines des peuples élus de Dieu, des hommes envoyés par Dieu. Marx a introduit la clé des intérêts économiques et des classes sociales ; dans le nouveau cadre de l'histoire, la fonction des races et des nationalités ne disparaît pas, mais elle est transposée sous une lumière polarisée. Le jeune Marx vivait dans une démocratie bourgeoise encore inachevée qui, en s'opposant au fantôme contre-révolutionnaire représenté par l'Église chrétienne, sympathisait avec les jeunes Juifs anticléricaux, francs-maçons et (à

contrecœur) athées. Mais dans sa géniale *Question juive*, le Juif de la société moderne perd l'habit suggestif du révolutionnaire et revêt celui du bourgeois, de l'ennemi de notre révolution, la révolution nouvelle.

La sympathie pour les Juifs ne s'est pas éteinte immédiatement et nombre d'entre eux ont été, tout comme notre maître, de vaillants compagnons de route du communisme prolétarien. La haine de l'Église et des chrétiens contre les Juifs n'a pas disparu. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question de l'antisémitisme — toujours brûlante dans toute l'Europe orientale et centrale et sous la malédiction tsariste, bête noire du marxisme — explosa en France au cours de la fameuse affaire Dreyfus, cet officier innocent condamné comme espion par les cléricaux et les chauvins.

Les massacres de la contre-révolution russe se traduisirent en grande partie par l'assassinat d'héroïques combattants juifs, comme en témoigne de façon emblématique l'épique lutte du ghetto de Varsovie. À l'époque de la Première Guerre mondiale la question des rapports entre les Juifs et le socialisme se trouvait au premier plan. Pourquoi, disions-nous, nous les socialistes latins, mais surtout internationalistes et **a-racistes**, pourquoi

donc devrait-il exister un Bund, un parti ouvrier juif ?

Rapidement tous les marxistes juifs rejoignirent les bolcheviks. Il suffit de citer les noms de Trotsky, Zinoviev, Kamenev et tant d'autres, ou, en dehors de la Russie, le nom de Karl Liebknecht. Dans tous les partis il y avait des camarades juifs de valeur et de premier plan. Et en Italie ? S'il y en avait, on l'ignorait, à la grande stupeur des camarades étrangers. Personne ne faisait la distinction entre juifs et non-juifs, sauf dans la papesque Rome où quelques imbéciles savaient qui étaient les « israélites ». Nous avons choisi Terraccini pour dirigeant uniquement parce que tout le monde connaissait ses mérites. À cette époque, on se moquait complètement de savoir qui était catholique ou israélite (...)<sup>1</sup>.

Tout bon camarade juif traitait la question en partant d'un point de vue... non juif. Dans une réunion de camarades juifs à Berlin, Karl Radek prit la parole. Il tint un discours si radical qu'un spectateur juif s'indigna. Il était difficile de ne pas prendre Radek pour un israélite (*sic !*), et son visage lumineux d'intelligence aurait pu servir de modèle au Shylock de Shakespeare. Mais ce spectateur hurla : « C'est impossible, vous n'êtes pas juif ! » Alors Radek lui adressa un sourire malin et un geste que nous préférons ne pas décrire. « Ah bon ? répondit-il Passez un moment dans le couloir et je vous montrerai que je suis juif ! »

Nous ne voulons pas faire ici la critique historique de la théorie du peuple élu. Au cours d'une longue série de calvaires, les juifs ont payé très cher le fait d'avoir fait de cette théorie leur drapeau. S'ils sont tout aussi déistes que les catholiques, les juifs ont perdu la partie historique face au cosmopolitisme catholique romain. Et, durant la récente vague d'influence de l'hitlérisme, la grandeur de Rome s'est traduite également par la non-discrimination contre les millénaires ennemis de Sion.

Le nazisme voulait monopoliser le rôle du peuple élu, rôle idiot et néfaste. En Italie, il voulait exploiter la Rome païenne et non chrétienne. Mais en Allemagne il a utilisé la terne idole de la race aryenne. Qu'est-ce qu'un aryen ? Un Celte ou un Indien, comme on veut. La définition devait être négative et elle fut infâme : était aryen qui n'était pas juif. L'affaire s'est réduite, au cours de persécutions bestiales, à faire passer les gens dans le couloir, comme dans l'anecdote citée précédemment.

Est-il resté quelque chose de cette doctrine raciale aryenne ? Peut-elle être repeinte sous une forme quelconque ? Quel est son substrat social ?

Le marxisme n'a aucune difficulté à traiter ce problème avec les armes intactes et lucides d'un siècle de grande histoire. Les Juifs ont résolu leur question historique, après la mort de Hitler, en obtenant une terre et un État où prédominent le système capitaliste et mercantile de toujours.

Mais que peut-il y avoir de différent et de supérieur dans le misérable antisémitisme d'aujourd'hui, en cette année 1960 ? Existe-t-il des liens entre ces petits groupes à Bonn, à Londres et en Amérique ?

Pour le moment nous nous contenterons d'une comparaison. Rome protégea les Juifs au milieu d'autres antifascistes, plus ou moins résistants, en les cachant dans les couvents.

Moscou a-t-elle fait, fait-elle ou fera-t-elle quelque chose pour les Juifs ? Nous ne rappellerons pas qui a assassiné les grands bolcheviks dont nous avons précédemment cité les noms. Mais nous mentionnerons trois villes et trois dates qui leur sont associées, et que nous ne devons pas oublier. Varsovie 1945, Berlin 1953, Budapest 1956. Durant ces trois épisodes tragiques de l'après-guerre, les juifs se sont affrontés aux moscovites. Les délimitations raciales ne coïncident pas toujours avec les délimitations de classe.

Mais surtout en 1945, devant Varsovie, les Russes attendirent le temps nécessaire pour que les dernières forces de Hitler anéantissent le ghetto dans un bain de sang. Moscou savait qu'elle en tirerait un immense avantage. À cette époque Varsovie n'était ni juive ni non juive, elle s'opposait autant à Berlin qu'à Moscou, car elle luttait pour la révolution prolétarienne sans races ni drapeaux nationaux ! Elle luttait pour une nouvelle et glorieuse Commune ! En cette époque de ruffians, assisterons-nous à une nouvelle campagne des serviteurs de Moscou pour conjurer le monstre de l'antisémitisme ? La chose est à la fois prévisible et plausible.

Les Juifs sont victimes d'une illusion millénaire mais dans leur sang coule l'intelligence de l'histoire. Si on les interroge sur leurs souvenirs atroces de l'extermination nazie et sur les mesures à prendre contre la renaissance du monstre, ils repousseront un salut qui viendrait du Kremlin, où prospère le mythe néfaste d'un autre peuple élu, et où l'on recherche la mission du peuple russe dans la tradition nationale de Pierre le Grand.

## **Il programma comunista (1960)**

1. Il manque ici une phrase que je n'ai pas su traduire (Y.C.)

# Israël/Palestine :

## La classe ouvrière israélienne peut-elle aider les Palestiniens ?

La nature de classe d'Israël

Moshe Machover et Akiva Orr (1969)

(Ce texte est extrait du site de Socialisme international — [www.revue-socialisme.org](http://www.revue-socialisme.org) — groupe de militants aujourd'hui à la LCR. Cet article a été traduit de l'anglais à partir d'un texte publié dans l'International Socialist Review (États-Unis) en mai-juin 2002. Les notes appartiennent aux auteurs. Les intertitres sont de la rédaction de Socialisme international que nous tenons à remercier pour nous avoir autorisés à reproduire cet article.)

---

LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE, comme toute société de classe, met en jeu des intérêts sociaux conflictuels – des intérêts de classe qui donnent lieu à une lutte de classes interne. Mais la société israélienne dans son ensemble a été engagée depuis 50 ans dans un conflit continu externe entre le sionisme et le monde arabe, et en premier lieu avec les Palestiniens. Lequel de ces deux conflits est primordial, et l'autre subordonné ? Quelle est la nature de cette subordination et quelle est sa dynamique ? Ce sont des questions auxquelles toute personne qui s'intéresse à la société et à la politique israéliennes se doit de répondre.

---

Pour des révolutionnaires qui militent en Israël, ces questions ne sont pas théoriques.

Les réponses données déterminent la stratégie de la lutte révolutionnaire. Ceux qui considèrent que le conflit de classe interne prédomine concentrent leurs efforts sur la classe ouvrière israélienne et accordent une importance moindre à la lutte contre le caractère colonisateur, chauvin et discriminatoire de l'État sioniste. Ils considèrent que le conflit externe est un aspect du conflit interne. Dans cette perspective, la dynamique

interne de la société israélienne conduira à une révolution en Israël, sans faire dépendre celle-ci d'une révolution sociale dans le monde arabe.

L'expérience dans les pays capitalistes « classiques » a souvent démontré que les intérêts de classe – et les conflits qui en découlent – sont prédominants par rapport aux intérêts et aux conflits externes. Cependant, dans certains cas spécifiques, cette théorie ne s'applique pas. Par exemple, dans un pays sous domination coloniale directe, la dynamique de la société colonisée ne peut pas être déduite de façon mécanique des conflits internes à cette société.

En effet, dans ces cas, le conflit avec la puissance coloniale prédomine. Israël n'est ni un pays capitaliste classique ni une colonie classique.

Ses caractéristiques économiques, sociales et politiques sont uniques à tel point que toute tentative de l'analyser en appliquant des théories ou des analogies développées pour d'autres sociétés serait une caricature. L'analyse doit se fonder sur les caractéristiques et l'histoire spécifique de la société israélienne.

## **Immigration**

Le premier trait crucial de la société israélienne est que les Israéliens sont majoritairement soit des immigrés, soit des enfants d'immigrés. En 1968, d'une population adulte (de plus de 15 ans) qui s'élevait à 1 689 286, seuls 24 % étaient nés en Israël ; seuls 4 % avaient des parents nés en Israël (1). La société israélienne est encore une société d'immigrés et présente beaucoup des caractéristiques propres.

Dans une telle société, les classes sociales elles-mêmes (sans parler de la conscience de classe) sont encore en voie de formation. L'immigration crée une mentalité spécifique, basée sur l'impression d'avoir « tourné une page ». En règle générale, l'immigré a changé de métier, de rôle social et de classe sociale. Dans le cas d'Israël, la majorité des immigrés viennent de la petite bourgeoisie, qu'ils soient originaires des villes de l'Europe centrale et orientale, ou du monde arabe. Le nouvel immigrant vit dans l'espoir de changer de position sociale. En plus, il voit que toutes les positions avantageuses dans la nouvelle société sont prises par des immigrés de la génération précédente, ce qui aiguise ses ambitions de s'élever dans l'échelle sociale en travaillant dur. L'immigrant considère que le rôle social qu'il occupe n'est que provisoire. Son père ne fut que très rarement un ouvrier, et lui-même espère devenir indépendant un jour – ou tout au moins que son fils pourra le devenir.

La conscience et la fierté de classe qui existent chez les ouvriers anglais, ou français, n'existent pas chez les ouvriers israéliens, et leur paraissent étranges. Un ouvrier anglais, si on lui demande ses origines, répondra presque automatiquement en termes de classe, et définira ses attitudes vis-à-vis d'autres personnes également en termes de classe. Un ouvrier israélien, cependant, utilisera des catégories ethniques – « polonais », « oriental », etc. La plupart des Israéliens se

définissent toujours par rapport à leurs origines ethniques et géographiques, et une telle conscience sociale empêche évidemment la classe ouvrière de jouer un rôle indépendant, sans parler d'un rôle révolutionnaire qui vise la transformation totale de la société.

Aucune classe ouvrière ne peut jouer un rôle révolutionnaire dans la société tant que la majorité de ses membres ambitionnent d'améliorer leur situation de façon individuelle, dans le cadre de la société existante, en quittant les rangs de leur classe. Cette vérité est renforcée quand le prolétariat n'accepte pas son existence en tant que classe sociale stable avec ses propres intérêts de groupe et son propre système de valeurs opposées à celles de l'ordre social existant. Une communauté d'immigrants ne se donne pas facilement comme objectif la transformation totale de la société, dans la mesure où ses membres viennent de changer de statut social et politique et vivent encore dans des conditions d'une grande mobilité sociale.

Ceci ne signifie pas que la classe ouvrière israélienne est incapable de devenir une force révolutionnaire à l'avenir — seulement que l'action politique à mener à l'intérieur de cette classe ne peut pas procéder sur les mêmes bases et avoir les mêmes attentes que dans un pays capitaliste classique.

### **Société de colons**

Si le caractère unique de la classe ouvrière israélienne ne résidait que dans le fait qu'elle était composée principalement d'immigrés, alors nous pourrions supposer qu'avec le temps et une propagande socialiste patiente elle commencerait à jouer un rôle indépendant, voire révolutionnaire. Dans un tel cas, le travail d'éducation patient ne serait pas très différent de celui mené ailleurs. Cependant, Israël n'est pas simplement une communauté d'immigrés ; c'est une société de colons.

Cette société, qui existe depuis 80 ans, ne fut pas créée dans le vide mais dans un

pays habité par un autre peuple. Le conflit permanent entre la société des colons et les Arabes palestiniens déportés ne s'est jamais arrêté et il a façonné la structure même de la sociologie, de la politique et de l'économie israéliennes. La deuxième génération de dirigeants israéliens en est entièrement consciente. Dans un discours célèbre lors de l'enterrement de Roy Rutberg, un membre d'un kibboutz tué par des combattants palestiniens en 1956, le général Dayan déclara : « *Nous sommes une génération de colons, et sans le casque d'acier et le canon nous ne pouvons ni planter un arbre ni construire une maison. N'hésitons pas devant la haine qui enflamme des centaines de milliers d'Arabes qui nous entourent. Ne tournons pas la tête de crainte que nos mains tremblent. C'est la destinée de notre génération, l'alternative de notre vie, d'être prêts et armés, forts et durs, de crainte que l'épée tombe de notre poignet et que notre vie s'arrête* (2). »

Cette vision franche de la situation contraste brutalement avec la mythologie officielle sioniste de colons « qui font fleurir le désert ». Dayan décrit la situation encore plus clairement en précisant que les Palestiniens avaient de très bons arguments puisque « nous cultivons leurs champs sous leurs yeux ».

Quand Marx a écrit sa phrase célèbre selon laquelle « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre », il n'émettait pas un simple jugement moral. Il voulait dire que, dans une société dont les dirigeants oppriment un autre peuple, la classe exploitée qui ne s'oppose pas activement à cette oppression devient inévitablement complice de cette oppression. Même si cette classe n'en profite pas directement, elle peut devenir victime de l'illusion qu'elle partage des intérêts en commun avec ses propres dirigeants en la perpétuant. Une telle classe tend à suivre sa classe dirigeante plutôt qu'à menacer son pouvoir.

Ceci est encore plus vrai quand l'oppression a lieu, non pas dans un pays

lointain, mais « chez eux », et quand l'oppression nationale et l'expropriation sont les conditions de l'émergence et l'existence de la société dominante. Des organisations révolutionnaires existent en Israël à l'intérieur de la communauté juive depuis les années vingt et ont accumulé une expérience pratique considérable. Cette expérience confirme de façon éclatante que Marx avait bien raison. Dans le contexte de la société israélienne, ceci signifie que, tant que le sionisme domine politiquement et idéologiquement cette société et fixe les règles du jeu politique, il n'existe absolument aucune chance que la classe ouvrière israélienne devienne une classe révolutionnaire.

L'expérience de cinquante ans ne fournit pas un seul exemple de mobilisation des travailleurs israéliens sur des questions matérielles ou syndicales contre le régime israélien lui-même ; il est impossible de mobiliser ne serait-ce qu'une minorité du prolétariat sur cette base. Au contraire, les travailleurs israéliens préfèrent presque toujours mettre leur loyauté envers la nation devant celle envers leur classe. Même si cette situation est susceptible de changer, nous devons essayer de comprendre pourquoi elle dure depuis 50 ans.

### **Discrimination ethnique**

Un troisième facteur crucial est la composition ethnique du prolétariat israélien. Les couches les plus exploitées de la classe ouvrière israélienne sont composées d'immigrés originaires d'Asie et d'Afrique (3). Au premier abord, on pourrait penser que cette correspondance entre les divisions de classe et les divisions ethniques aurait dû aiguïser les conflits internes de classe en Israël. Il existe effectivement une tendance dans ce sens, mais le facteur ethnique a plutôt eu l'effet opposé depuis une vingtaine d'années.

En devenant des prolétaires dans une société capitaliste moderne, beaucoup des immigrés venus d'Asie et d'Afrique ont quand même réussi à améliorer leur niveau



de vie. Le mécontentement de cette frange de la population a été dirigé non pas contre leur condition de prolétaires mais contre leur condition de juifs « orientaux », c'est-à-dire contre le fait qu'ils étaient méprisés par ceux d'origine européenne — voire victimes de discrimination.

Les dirigeants sionistes ont pris quelques mesures pour essayer de fusionner les deux groupes. Mais, en dépit de celles-ci, les différences restent importantes et en fait s'agrandissent (4). Au milieu des années soixante, les deux tiers des ouvriers non-qualifiés étaient des (juifs\*) « orientaux » ; 38 pour cent des (juifs) « orientaux » vivaient à au moins 3 personnes par pièce (contre 7 pour cent des « Européens ») ; et des 120 membres de la Knesset [parlement] seulement 16 étaient d'origine « orientale » avant les élections de 1965 (21 après celles-ci).

Alors, pourquoi Israël ne réussit-il pas à intégrer les différents éléments de sa population juive et à améliorer le niveau de compétences des Juifs orientaux ? La réponse se trouve dans la nature de l'État d'Israël. Avec la croissance de l'économie, une demande importante fut créée pour des ouvriers qualifiés. Il existait deux façons évidentes de répondre à cette demande : soit lancer une campagne massive d'éducation d'un grand nombre de Juifs orientaux non qualifiés ou semi-qualifiés, soit recruter des ouvriers qualifiés juifs de l'étranger. La dynamique à la fois du capitalisme et du sionisme conduisit à la deuxième solution, ce qui eut comme conséquence le maintien de la position inférieure des Juifs orientaux dans la société israélienne.

En plus de la tendance générale sous le capitalisme de maintenir les divisions de classe existantes, dans le cas présent il est moins cher d'importer des ouvriers qualifiés que d'en former dans le pays. En plus, à part l'intérêt intrinsèque de l'immigration juive du point de vue sioniste, un mouvement massif des Juifs orientaux vers les emplois mieux qualifiés créerait un autre problème pour le

sionisme. Les emplois laissés vacants dans les couches moins qualifiées de la classe ouvrière seraient alors occupés inévitablement par la main-d'œuvre arabe, qui dominerait ainsi des secteurs clés du prolétariat israélien. Ceci serait intolérable pour la direction sioniste (5). Ainsi il n'y a pas de doute que, tant que la société israélienne gardera son caractère capitaliste et exclusivement juif, les divisions ethniques correspondront dans une large mesure aux divisions de classe.

Cependant, de telles divisions et différences sont interprétées par les (juifs) orientaux en termes ethniques. Ils ne disent pas « Je suis exploité et victime de la discrimination parce que je suis un travailleur », mais « ...parce que je suis un (juif) oriental ».

### **Parti semi-fasciste**

En plus, dans le contexte actuel de la société israélienne coloniale, les ouvriers (juifs) orientaux constituent un groupe équivalent aux « Blancs pauvres » des États-Unis ou les « pieds-noirs » algériens. De tels groupes ne supportent pas d'être identifiés avec des Arabes, des Noirs ou d'autres « indigènes », qu'ils considèrent comme « inférieurs ». Leur réponse est de s'identifier avec les éléments les plus chauvins, les plus racistes et les plus discriminatoires de l'establishment. La plupart des partisans du parti semi-fasciste, le Herout, sont des (juifs) immigrés d'Asie et d'Afrique, et ceci doit faire réfléchir tous ceux qui prônent, comme stratégie révolutionnaire, une alliance future entre les Palestiniens arabes et les Juifs orientaux, soit à cause de leur condition commune d'exploités, soit à cause de leur patrimoine culturel commun, la plupart des Juifs orientaux étant originaires des pays arabes.

Ceci dit, il est important de noter les sentiments d'amertume qui traversent par vagues la communauté juive orientale. Les mouvements les plus importants à cet égard furent les protestations violentes mais de courte durée à Haïfa juste avant la

guerre de Suez en 1956, et celui qui commença avant la guerre de juin 1967, et qui connut une renaissance en 1970 avec la création des Panthères noires israéliennes. Il est très encourageant que ces Panthères noires aient commencé à comprendre certains aspects du lien qui existe entre le sort qui leur est réservé et la nature sioniste-capitaliste d'Israël.

### **Importations de capitaux**

La société israélienne n'est pas seulement une société de colons formée par un processus de colonisation d'un pays déjà peuplé, elle est également une société qui bénéficie de privilèges uniques. Elle profite d'un apport extérieur de ressources matérielles d'une quantité et d'une qualité sans équivalent. On a calculé qu'en 1968, Israël reçut 10 % de l'aide accordée à tous les pays sous-développés (6). Israël est un cas unique au Proche-Orient ; le pays est financé par l'impérialisme sans être exploité économiquement par celui-ci. Ceci a toujours été le cas. L'impérialisme utilise Israël pour ses propres raisons et en paye le prix par un soutien économique. Oscar Gass, un économiste américain qui fut conseiller économique au gouvernement d'Israël, écrivit récemment : « Ce qui est unique dans ce processus de développement (...) est le facteur de l'importation de capitaux (...). Pendant la période 1948/1968, Israël reçut 7,5 milliards de dollars d'importations de biens et de services de plus qu'il n'en exporta. Ceci représente un excédent d'importations par rapport aux exportations de 2 650 \$ par habitant (à l'intérieur des frontières d'avant juin 1967) par an pendant 21 ans. De ces importations (...) seulement 30 % environ arrivèrent dans des conditions nécessitant une exportation de dividendes, d'intérêts ou de capitaux. Ceci est une situation sans équivalent ailleurs, et qui limite sérieusement la signification du développement économique d'Israël comme modèle pour d'autres pays (7). »

70 % de ce déficit fut couvert par des « transferts nets unilatéraux de capitaux »

qui ne furent accompagnés d'aucune condition concernant le retour sur capital ou le paiement de dividendes. Ils consistèrent en des dons récoltés par l'United Jewish Appeal, des réparations reçues du gouvernement allemand, et des subventions du gouvernement des États-Unis. Les 30 % qui restent furent des « transferts de capitaux à long terme », c'est-à-dire des titres du gouvernement israélien, des prêts de gouvernements étrangers, et des investissements privés. Ceux-ci bénéficient en Israël d'exonérations d'impôts et de garanties de bénéfices aux termes d'une loi pour l'encouragement des investissements de capitaux (8) ; cependant, cette source quasi capitalistique d'investissements fut beaucoup moins importante que les dons unilatéraux et les prêts à long terme.

Dans la période allant de 1949 à 1965, des transferts de capitaux (toutes formes confondues) vinrent dans les proportions suivantes de la communauté juive internationale (60 %), du gouvernement allemand (28 %), du gouvernement américain (12 %). Des transferts unilatéraux de capitaux, 51,5 % vinrent de la diaspora juive, 41 % du gouvernement allemand et 7,4 % du gouvernement américain. Des transferts de capitaux à long terme, 68,7 % vinrent de la communauté juive, 20,5 % du gouvernement américain et 11 % d'autres sources. Entre 1949 et 1965, l'épargne nette dans l'économie israélienne tourna en moyenne autour de zéro (de + 1 % à - 1 %), alors que les investissements représentèrent environ 20 % du PNB. Comme nous l'avons vu, ces investissements vinrent essentiellement de l'extérieur sous forme d'investissements à long terme et unilatéraux. En d'autres termes, la croissance économique en Israël fut basée entièrement sur l'afflux de capitaux étrangers (9).

### **Conférences de milliardaires**

Depuis 1967, cette dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers a augmenté. La

situation au Proche-Orient a entraîné une augmentation des dépenses militaires. Selon le ministre israélien des Finances, les dépenses militaires en janvier 1970 représentèrent 24 % du PNB, soit le double des dépenses des États-Unis (en pourcentage du PNB), trois fois celles de la Grande-Bretagne, et quatre fois celles de la France (10).

Ce phénomène a tari les sources intérieures d'investissements et créé des difficultés en ce qui concerne la balance des paiements, et a donc augmenté le besoin d'investissements étrangers.

Entre 1967 et 1968, trois « conférences de milliardaires » eurent lieu en Israël ; des capitalistes étrangers furent invités à aider à augmenter l'afflux de capitaux et la participation étrangère aux projets industriels et agricoles. En septembre 1970, le ministre israélien des Finances, Pinhas Sapir, rentra d'un voyage de trois semaines aux États-Unis, dans le but de récolter des fonds, et résuma ainsi la situation à l'époque :

« Nous nous sommes fixés comme objectif de récolter un milliard de dollars dans la communauté internationale juive dans l'année à venir, à travers l'United Jewish Appeal et la campagne pour les Israel Development Bonds [titres du gouvernement israélien] sponsorisée par l'Agence Juive. Cette somme dépasse de 400 millions celle récoltée dans l'année 1967 – une année record. (...) Pendant la visite récente en Israël des membres de l'équipe américaine pour la recherche économique, nous leur avons expliqué que, même si nous réussissons à récolter tout ce que nous attendons de l'United Jewish Appeal et de la campagne pour les Israel Development Bonds, il nous manquera encore des millions de dollars. Après avoir résumé nos besoins en armements nous avons informé les États-Unis que nous aurons besoin de 400 à 500 millions de dollars par an (11). »

Il apparaît donc clairement que la dépendance d'Israël vis-à-vis des États-Unis a changé de façon significative depuis

la guerre de 1967. Les efforts financiers de la communauté juive internationale (fondés sur l'exploitation de leurs peurs et de leurs sentiments) ne suffisent plus pour financer l'augmentation du budget militaire. La moyenne d'environ 500 millions de dollars récoltés de cette façon doit maintenant être doublée, sans compter les 500 millions qu'il faut demander directement au gouvernement des États-Unis.

Il est évident que la réponse des États-Unis à cette demande dépend de ce qu'ils obtiennent en échange. Dans le cas particulier d'Israël, il ne s'agit pas d'obtenir un bénéfice strictement économique (12).

Le capital britannique a développé également des liens étroits avec Israël (13). 20 % des importations israéliennes proviennent de la Grande-Bretagne, et les échanges ont presque doublé depuis la guerre de juin 1967. British Leyland [fleuron à l'époque de l'industrie automobile britannique – NDLR ] a participé avec l'Histadrout [la centrale syndicale sioniste] (qui détient 34 % des actions) à une entreprise de construction d'autobus, et avec des capitaux privés israéliens à la fabrication de voitures et de jeeps.

La participation accrue des capitaux étrangers en Israël a entraîné certains changements dans l'économie du pays, qui sont également le résultat de la pression subie par celle-ci sous l'effet du niveau des dépenses militaires. L'économie est devenue plus « productive » selon les critères capitalistes américains.

Le système d'impôts a été réformé, les conditions d'investissement « libéralisées », et des généraux de l'armée envoyés se former dans des écoles de gestion aux États-Unis puis nommés à la tête d'entreprises industrielles. En 1968-1969, le gouvernement imposa un gel des salaires, et des entreprises publiques furent même privatisées – comme la participation de 26 % de l'État dans la raffinerie de pétrole d'Haïfa.

## **Confiscation des biens palestiniens**

Cet afflux de ressources de l'étranger n'inclut pas les biens des réfugiés palestiniens confisqués comme « biens abandonnés » par l'appareil d'État sioniste. Ces biens incluent des terres cultivées et non cultivées ; seulement 10 % des terres appartenant à des organismes sionistes en 1967 furent acquises avant 1948. Il y a également une grande quantité de maisons, et même des villes entières comme Jaffa, Lydda et Ramalah qui furent désertées en 1948 et dont les propriétés furent ensuite confisquées.

Les capitaux qui ont afflué vers Israël ne furent pas acquis par la bourgeoisie israélienne – qui est relativement petite en taille – mais par l'appareil d'État et les partis sionistes (14). Celui-ci est aux mains des appareils des partis travaillistes depuis les années 20. Ce phénomène explique l'utilisation qui a été faite de ces capitaux, ainsi que des biens confisqués. Des fonds collectés à l'étranger sont canalisés par l'Agence Juive, qui, avec le gouvernement et l'Histadrout, fait partie du triangle d'institutions dirigeantes.

Tous les partis sionistes, du Mapam à l'Herut, ont leurs représentants dans l'Agence Juive. Celle-ci finance des secteurs de l'économie israélienne, en particulier des secteurs non rentables de l'agriculture, comme les kibboutzim [fermes collectives], et elle subventionne également les partis sionistes eux-mêmes, leur permettant de financer leur presse et leurs entreprises économiques.

Les fonds sont partagés selon le pourcentage de voix obtenues lors des élections précédentes, et ce système de subventions permet aux partis sionistes de survivre bien après la disparition des forces sociales qui les ont créés.

## **Bureaucratie sioniste**

Sur le plan historique, le but de ce système a été de renforcer le processus de colonisation, selon l'idéologie des partis travaillistes sionistes, et de renforcer le

pouvoir de la bureaucratie sioniste elle-même sur la société israélienne.

Cette stratégie a réussi, puisque non seulement les travailleurs, mais même la bourgeoisie israélienne, sont subordonnés au pouvoir institutionnel et économique de la bureaucratie travailliste. Celle-ci a façonné la plupart des institutions, des valeurs et des pratiques de la société israélienne sans qu'aucune alternative ne réussisse à s'imposer à l'intérieur, avec comme seules contraintes les limites imposées par l'impérialisme et la résistance des Arabes. La plus grande partie de cet afflux énorme de ressources a été consacrée à l'encouragement de l'immigration et aux projets en matière de logement et d'emploi qui sont nécessaires pour faire face à l'augmentation de la population juive, qui progressa de 600 000 en 1948 à 2,4 millions en 1968.

Ce processus fut accompagné de relativement peu de corruption personnelle, mais de beaucoup de corruption politique et sociale. L'afflux de ressources eut un impact décisif sur la dynamique de la société israélienne, car la classe ouvrière israélienne partagea, directement ou indirectement, cette transfusion de capitaux. Israël n'est pas un pays où l'aide étrangère va entièrement dans les poches d'intérêts privés ; c'est un pays où cette aide subventionne la société tout entière.

Les travailleurs juifs ne reçoivent pas leur part sous forme d'argent, mais sous forme de logements neufs à des prix relativement accessibles qui n'auraient jamais pu être construits à l'aide de capitaux internes seulement.

Ils la reçoivent sous forme d'emplois industriels qui n'auraient jamais pu être créés ou maintenus sans subventions externes. Et ils la reçoivent sous forme d'un niveau de vie général qui ne correspond pas à la production générée par l'économie. La même chose est vraie en ce qui concerne les profits de la bourgeoisie israélienne dont l'activité économique et les conditions de rentabilité sont régulées par des subventions, des licences

d'importation et des exonérations d'impôts.

De cette façon, la lutte entre la classe ouvrière israélienne et ses employeurs, qu'ils soient la bureaucratie ou des capitalistes, concerne non seulement le partage du surplus créé par les travailleurs eux-mêmes, mais aussi le partage de cette source externe de subventions.

### **Un rôle de chien de garde**

Quelles étaient les circonstances politiques qui permirent à Israël de recevoir une aide externe si importante et dans des conditions si favorables ? La réponse à cette question fut donnée très tôt – en 1951 – par l'éditorialiste du quotidien *Ha'aretz* : « On a donné à Israël un rôle équivalent à celui d'un chien de garde. Il n'y a aucune crainte qu'Israël entreprenne une politique agressive contre les pays arabes si c'est en contradiction avec les souhaits des États-Unis et la Grande-Bretagne. Mais si, pour une raison ou une autre, les puissances occidentales préfèrent fermer leurs yeux, on pourra compter sur Israël pour punir ceux de ses États voisins dont l'attitude discourtoise pour l'Occident dépasserait les limites de l'acceptable (15). »

Cette évaluation du rôle d'Israël au Proche-Orient a été confirmée maintes fois, et il est clair que les politiques étrangères et militaires d'Israël ne peuvent être déduites de la seule dynamique des conflits internes. L'économie israélienne tout entière est fondée sur le rôle politique et militaire particulier que le sionisme et la société coloniale jouent sur l'échiquier du Proche-Orient. Si l'on considère le cas d'Israël sans tenir compte de la situation dans la région on ne peut expliquer le fait que 70 % des capitaux importés ne soient pas liés à la recherche du profit. Mais le problème est résolu dès lors que l'on traite Israël comme un facteur de la situation au Proche-Orient. Le fait qu'une grande partie de ces fonds proviennent de dons récoltés par les sionistes dans les communautés juives un peu partout dans le monde ne

change pas le fait que ces fonds représentent une aide de l'impérialisme. Ce qu'il faut retenir surtout est le fait que le département du Trésor des États-Unis considère ces fonds récoltés aux États-Unis pour être envoyés à l'étranger comme des dons à des œuvres de charité qui sont exonérés d'impôts. Ces dons dépendent de la bonne volonté du gouvernement des États-Unis et il est raisonnable de penser que cette bonne volonté n'existerait plus si Israël menait une politique anti-impérialiste.

Ceci signifie que, quoique des conflits de classe existent dans la société israélienne, ils sont limités par le fait que la société dans son ensemble est subventionnée depuis l'étranger. Ce statut privilégié est lié au rôle d'Israël dans la région, et, tant qu'Israël continuera à jouer ce rôle, il y a peu de chances que des conflits sociaux internes puissent assumer un caractère révolutionnaire.

En revanche, une percée révolutionnaire dans le monde arabe changerait cette situation. En libérant l'énergie des masses populaires arabes, une telle percée modifierait radicalement l'équilibre du pouvoir et rendrait obsolète le rôle politico-militaire traditionnel d'Israël, réduisant en même temps son intérêt pour l'impérialisme. Dans un premier temps, le pouvoir d'Israël serait probablement utilisé pour essayer d'écraser le mouvement révolutionnaire dans le monde arabe, mais une fois cette tentative déjouée, le rôle politico-militaire d'Israël vis-à-vis du monde arabe n'aurait plus raison d'être.

Le régime sioniste, qui dépend des privilèges que ce rôle lui apporte, deviendrait vulnérable à un défi révolutionnaire à l'intérieur même d'Israël.

Cette analyse ne signifie pas qu'il n'y a rien à faire pour les révolutionnaires à l'intérieur d'Israël, à part attendre l'émergence de conditions externes objectives qu'ils ne peuvent pas influencer. Elle signifie seulement que leur action politique doit être fondée sur une stratégie qui reconnaît les caractéristiques uniques

de la société israélienne, plutôt que sur une stratégie qui reproduit les analyses générales du capitalisme classique. La tâche principale des révolutionnaires qui acceptent cette évaluation de la situation est de mener un travail politique en direction de ces couches de la population israélienne qui sont touchées directement par les résultats politiques du sionisme et qui doivent en payer le prix. Ces couches incluent la jeunesse israélienne, qui doit mener « une guerre éternelle imposée par le sort », et les Arabes palestiniens qui vivent sous la domination israélienne (16).

Ces couches partagent une tendance anti-sioniste qui fait qu'elles sont des alliés potentiels dans la lutte révolutionnaire à l'intérieur d'Israël et la lutte révolutionnaire à travers le Proche-Orient. Quiconque suit de près les luttes révolutionnaires dans le monde arabe devient conscient du rapport dialectique entre la lutte contre le sionisme à l'intérieur d'Israël et la lutte pour la révolution sociale dans le monde arabe. Une telle stratégie n'implique pas que l'activité à l'intérieur de la classe ouvrière israélienne doit être abandonnée ; elle implique seulement que cette activité doit être subordonnée à la stratégie générale de la lutte contre le sionisme.

#### **Moshe Machover et Akiva Orr**

Note de *Ni patrie ni frontières* : Nous avons systématiquement ajouté le mot « (juifs) » devant les mots « orientaux » ou « immigrés » dans cet article pour éviter tout risque de confusion entre la situation actuelle (le nombre croissant d'« Orientaux », c'est-à-dire d'ouvriers immigrés ou d'employés asiatiques en Israël qui n'ont pas le droit d'acquérir la nationalité israélienne) et la situation des années 60 qui est abordée dans cet article : la coupure entre les juifs « orientaux » et les juifs « européens », ce que l'on appelle aussi le conflit entre sépharades et ashkénazes.

#### **NOTES DES AUTEURS**

(1) *Statistical Yearbook of the Israeli Government*, 1969.

(2) Moshe Dayan, in *Davar*, 2 mai 1956.

(3) La grande majorité de ceux qui arrivèrent avant 1948 étaient d'origine européenne ; entre 1948 et 1951, les proportions furent à peu près égales ; depuis, la majorité des immigrants sont d'origine non européenne. En 1966 déjà, seulement la moitié de la population d'Israël était d'origine européenne.

(4) Voir *Statistical Yearbook* (Jerusalem), 1969.

(5) « Il existe un grand danger si nous utilisons beaucoup d'[Arabes] dans l'économie israélienne – un danger qui n'a rien à voir avec la sécurité. Ils sont une bombe à retardement. (...) Certains secteurs de l'économie dépendent déjà de la main-d'œuvre arabe des Territoires occupés, et les travailleurs juifs sont en train d'abandonner des secteurs entiers de l'économie. » (Haim Gevati, ministre de l'agriculture, in *Yediot Aharonot*, 20 mai 1970).

(6) *Le Monde*, 2 juillet, 1969.

(7) *Journal of Economic Literature*, décembre 1969, p. 1177.

(8) Cette loi fut votée en 1959.

(9) Ces chiffres viennent de *The Economic Development of Israel*, N. Halevi et R. Klinov-Malul, publié par la Banque d'Israël et Frederick A. Praeger, 1968. La catégorie « autres sources », incluse sous « transferts de capitaux à long terme », a été omise des chiffres pour les transferts à long terme et unilatéraux mis ensemble.

(10) Prof. D. Patienkin in *Ma'ariv*, 30 janvier 1970.

(11) *Yediot Aharonot*, 30 septembre 1970. Sur un total de \$1 034 millions d'aide des États-Unis à des pays étrangers, à l'exclusion du Vietnam, en 1970, Israël reçut \$ 500 millions.

(12) Au début de décembre 1970, Sapir présenta son budget pour la période 1970-

1971, dont 40% étaient consacrés aux dépenses militaires. Ceci inclut : l'achat d'armements, en partie couvert par les \$500 millions promis par [le président américain] Nixon ; le développement de l'industrie de l'armement ; et les dépenses de fonctionnement des opérations de sécurité nationale.

(13) Voir “ Why this nation does buy British ?” *The Times*, Londres, 28 mars 1969.

(14) Le terme « establishment sioniste » est celui utilisé couramment en Israël pour le groupe dirigeant présent dans la toile d'institutions sionistes.

(15) *Ha'aretz*, 30 septembre, 1951.

(16) Pour le mouvement d'opposition en Israël, en particulier parmi les lycéens, voir l'article d'Akiva Orr « Israël : Opposition grows », *Black Dwarf*, 12 juin 1970. [*Black Dwarf* fut un journal édité entre autres par des membres de la Quatrième Internationale en Grande-Bretagne à la fin des années soixante et au début des années soixante dix – NDLR.]